

Les Défis de la Jeunesse dans les Pays de l'OCI



Série de Perspectives de l'OCI

Mai 2015



ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS
ISLAMIQUES (SESRIC)

Série de Perspectives de l'OCI

Les Défis de la Jeunesse dans les Pays de l'OCI

Mai 2015



SESRIC

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Turquie

Tel: +90-312-468 6172 (4 Lignes) Fax: +90-312-467 3458

E-mail: oicankara@sesric.org Web: www.sesric.org

Table des Matières

Avant-Propos	1
Résumé Général.....	2
1 La Jeunesse comme Ressource et Enjeu.....	4
2 Participation des Jeunes à l'Éducation.....	6
2.1 Tendances de l'Éducation des Jeunes dans les Pays de l'OCI	7
2.2 Réactivité du Système Éducatif aux Changements des Besoins	10
3 Emploi des Jeunes: Tendances et Défis	11
3.1 Les Jeunes sur le Marché du Travail et les Tendances Clés	11
3.2 Passage des Jeunes sur le Marché du Travail	16
3.3 Questions Clés pour Réduire le Chômage des Jeunes et Promotion des Emplois de Qualité.....	17
4 Mobilité et Inclusion Sociale de la Jeunesse.....	19
4.1 Mobilité Sociale des Jeunes	19
4.2 Inclusion des Jeunes dans la Société.....	21
4.3 Dépendances des Jeunes sur le Tabac, l'Alcool, la Drogue, et la Technologie	23
4.4 Migration des Jeunes	26
5 Les Jeunes et la Santé Mentale.....	29
5.1 État des Politiques de Santé Mentale, Structures, Ressources Humaines et Services	29
5.2 Santé Mentale des Jeunes	31
6 Observations Finales et Recommandations Politiques.....	33
Références	37

Avant-Propos

La population jeune est l'un des forces les plus importantes des pays membres de l'OCI et selon les projections démographiques actuelles, elle demeure une force majeure au cours des prochaines décennies. Il est prévu qu'un tiers des jeunes de la population mondiale vivra dans les pays de l'OCI en 2050. Bien que cela offre une excellente occasion pour les pays de l'OCI, ça les confronte également à des défis critiques dans l'utilisation de ce grand potentiel. Offrir une éducation et une formation de qualité, générant un nombre suffisant d'emplois et faciliter la transition de l'éducation au marché du travail, l'égalité des chances dans la formation des compétences et du marché du travail pour hommes et femmes, la promotion de la mobilité sociale intergénérationnelle pour de meilleures conditions de vie, la participation active des jeunes dans la société, et la réduction de la toxicomanie des jeunes à des substances nocives et les comportements nuisibles sont tous des exemples de défis de l'utilisation efficace du potentiel crucial de la population jeune dans les pays de l'OCI.

Cependant l'état actuel de la situation dans la majorité des pays de l'OCI révèle qu'une partie importante de la population jeune reste inactive et ceux qui sont actifs à la recherche d'emplois sur le marché rencontrent de sérieux défis. Cet état de fait exige davantage l'accent sur les jeunes par la promotion de leur participation sur le marché du travail, fournissant des compétences nécessaires et facilitant la création d'emplois adaptés pour eux. La qualité de l'éducation reste également une préoccupation majeure dans de nombreux pays de l'OCI. Dans ce domaine, il y a encore un besoin de développer et mettre en œuvre des programmes et des politiques efficaces pour utiliser ce potentiel et pour atteindre une plus grande productivité et de meilleurs niveaux de compétitivité, d'assistance ainsi que la qualité de l'éducation à tous les niveaux.

D'autre part, les jeunes dans de nombreux pays de l'OCI éprouvent d'énormes niveaux de stress dû à des possibilités limitées de mobilité sociale et en raison des restrictions sur sa pleine participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique. Cela mène dans de nombreux cas à l'agitation sociale et l'instabilité politique. Pour faire face à ces problèmes, il y a un rôle pour tous les intervenants. Les gouvernements devraient assurer un accès égal aux opportunités, les organisations de la société civile devraient soutenir les personnes défavorisées à réussir, les établissements d'enseignement devraient tenir compte du contexte diversifié d'étudiants dans leurs efforts pour obtenir une éducation de bonne qualité et les acteurs du marché du travail devraient être flexibles de donner une seconde chance à ceux qui ne parviennent pas à s'adapter à l'environnement du travail.

Au nom du SESRIC, nous prenons des initiatives importantes pour améliorer les conditions socio-économiques des jeunes dans nos pays membres. Notre «Programme de Développement des Compétences pour l'Emploi des Jeunes (SDYE)" et "Programme de Formation Professionnelle pour les Pays Membres de l'OCI (OCI-PFP)» sont des exemples de nos efforts visant à améliorer l'employabilité des jeunes et leur attachement au marché du travail et au processus de développement socio-économique. Cependant, il y a encore beaucoup à faire. Grâce à un partenariat solide et la collaboration entre les organisations et les organes compétents, je suis convaincu que nous pouvons surmonter les difficultés rencontrées par les jeunes et obtenir leur participation active et productive dans leur société. Dans ce contexte, je crois que ce rapport nous aidera à mieux comprendre certains des défis critiques rencontrés par les jeunes dans les pays de l'OCI.

Amb. Musa Kulaklikaya
Directeur Général
Le SESRIC

Résumé Général

La population jeune est l'un des forces les plus importantes des pays de l'OCI. Selon les projections démographiques actuelles, la population des jeunes restera une force majeure pour les pays de l'OCI au cours des prochaines décennies. Cependant, il y a des questions cruciales à régler afin d'utiliser efficacement cette force. Dans ce contexte, le présent rapport examine les défis de la jeunesse dans les pays membres de l'OCI en quatre catégories: l'éducation, l'emploi, la mobilité et l'inclusion sociale, et la santé mentale. Il passe en revue l'état actuel de l'éducation et le chômage dans les pays de l'OCI, met en lumière certains problèmes importants liés à la mobilité sociale, l'inclusion sociale et de la santé mentale des jeunes, et fournit quelques recommandations politiques pertinentes. Globalement, il y a de sérieuses préoccupations sur la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCI concernant la préparation des jeunes au marché du travail. Il est évident qu'il devient plus difficile de trouver des emplois pour les jeunes qui correspondent à leurs qualifications et compétences. Il est également observé qu'il n'y a pas suffisamment de progrès dans la mobilité sociale et la participation des jeunes dans la société.

Le rapport comporte quatre sections principales, excepté les sections d'introduction et de conclusion. La première section examine brièvement certains des principaux résultats de l'enseignement dans les pays de l'OCI. Le taux d'alphabétisation, la participation dans les écoles tertiaires et la mobilité internationale des étudiants sont les principaux indicateurs étudiés dans cette section. Les taux moyens d'alphabétisation des jeunes dans les pays de l'OCI sont encore inférieurs à ceux des pays en développement non membres de l'OCI et du monde. En moyenne, 82% des jeunes sont alphabétisés, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (88,6%) et la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (90,9%). De plus, cette section met en évidence la réactivité du système éducatif aux besoins changeants des jeunes, des économies, des sociétés et du marché du travail.

Le chômage reste l'une des questions les plus difficiles à travers le monde. Les conditions du marché du travail des jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas exceptionnellement prometteuses. Les pays de l'OCI sont largement caractérisés par une faible participation au marché du travail et des taux de chômage élevés. Dans ce contexte, cette section met en lumière quelques indicateurs importants du marché du travail pour la population jeune en vue d'identifier les principaux défis et obstacles dans les pays de l'OCI. L'état actuel de la situation dans la majorité des pays de l'OCI révèle qu'une partie importante de la population jeune reste inactive et ceux qui cherchent activement un emploi rencontrent de sérieux défis sur le marché. La participation des jeunes sur le marché du travail dans les pays de l'OCI a baissé de 45,9% en 2000 à 44,4% en 2012, tandis que le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est resté constamment au-dessus de 15%.

La troisième section aborde certains des problèmes sociaux de la jeunesse. Socialement parlant, les pays de l'OCI sont dynamiques et en constante évolution avec une grande population de jeunes qui, dans beaucoup de ces pays, éprouvent d'énormes niveaux de stress dû à des possibilités limitées de mobilité sociale et en raison des restrictions sur la pleine participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique. Cela conduit dans de nombreux cas à l'agitation sociale et à l'instabilité politique. Cette section met en lumière certains problèmes sociaux liés à la jeunesse dans les pays de l'OCI. Cela commence par la mobilité sociale et passe à l'inclusion sociale et les dépendances de la jeunesse sur le tabac, l'alcool, la drogue, et la technologie avant de conclure sur la question de la migration des jeunes.

La quatrième section traite des questions de santé mentale. Les jeunes sont plus à risque de rencontrer une gamme de problèmes de santé mentale dans leur transition de l'enfance à l'âge adulte et ces problèmes de santé mentale impactent négativement sur leur développement, la qualité de vie et la capacité de participer pleinement à leurs communautés. C'est pourquoi il est primordial que les décideurs au sein des pays de l'OCI élaborent des politiques, législations, et prévoient d'améliorer l'état de santé mentale, d'allouer des ressources pour établir des structures de santé mentale et renforcer les capacités des ressources humaines en santé mentale, et de fournir des services de santé mentale pour les jeunes qui sont dans le besoin. Cette section présente l'état actuel des politiques de santé mentale, des installations, des ressources humaines et des services dans les pays de l'OCI et discute le facteur affectant la santé mentale des jeunes dans les pays de l'OCI.

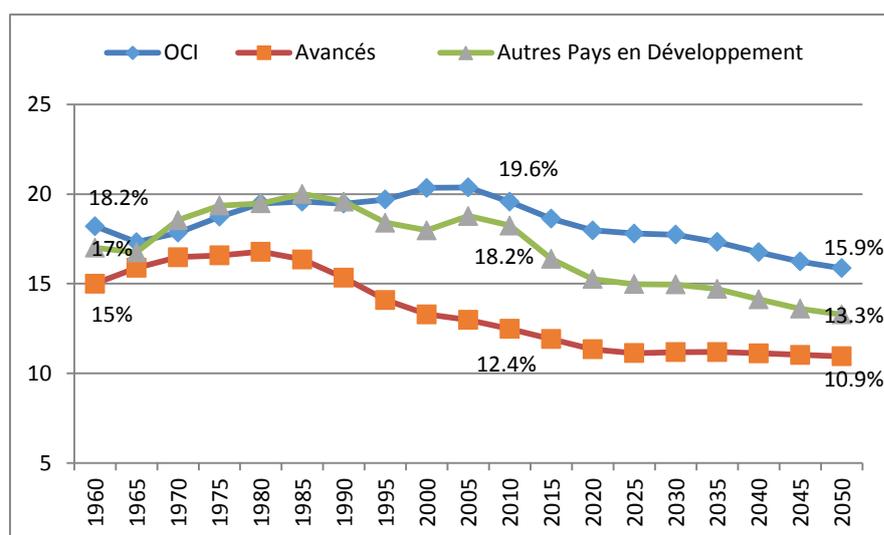
Sur la base des analyses de ces quatre sections, la section finale du rapport fournit quelques recommandations politiques pertinentes. Globalement, il semble que beaucoup plus d'efforts sont nécessaires d'être entrepris par les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes pour lutter efficacement contre les principaux défis de la jeunesse et des questions liées à la jeunesse dans les pays membres de l'OCI. Entre autres, des stratégies nouvelles et efficaces devraient être conçues pour améliorer les résultats d'apprentissage en plus d'améliorer la participation à l'éducation. En outre, une plus grande attention devrait être accordée aux jeunes par la promotion de leur participation sur le marché du travail, fournissant des compétences nécessaires et facilitant la création d'emplois adaptés.

1 La Jeunesse comme Ressource et Enjeu

Les niveaux de vie se sont améliorés à un rythme plus rapide, quoique à des niveaux variables, dans le monde entier. Les dernières décennies de l'histoire humaine, en particulier on a assisté à l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) avec des répercussions particulières sur les besoins et les demandes des jeunes. L'évolution constante des modes de vie ont créé des changements majeurs dans les attentes vers de meilleures conditions de vie chez les jeunes dans les pays en développement, y compris les membres de l'OCI, pour parvenir aux niveaux atteints et appréciés par leurs pairs dans les régions plus développées du monde. Les gouvernements et les autorités qui ignorent les besoins et les demandes de la jeunesse ou bien ne peuvent pas garantir des opportunités similaires d'une vie meilleure rencontrent des défis importants posés par leur population jeune.

Indiscutablement, la population jeune est l'un des atouts les plus importants des pays de l'OCI. À une époque où le vieillissement de la population devient une préoccupation de plus en plus importante au sein des pays avancés, les pays de l'OCI peuvent créer un énorme dynamisme dans leurs efforts de développement et processus de rattrapage en utilisant efficacement ce potentiel. L'importance relative de la population jeune dans les pays de l'OCI par rapport à d'autres groupes de pays peut être représentée en se référant à la dynamique actuelle et prévue des populations. Depuis 1990, la jeunesse dans les pays de l'OCI constitue une part de population plus élevée par rapport à d'autres groupes de pays (graphique 1). Quant à 2010, la population jeune dans les pays de l'OCI représentait 19,6% de l'ensemble de la population de l'OCI, alors que ce ratio était de 18,2% dans les autres pays en développement et 12,4% dans les pays avancés. Selon les dernières projections, la part de la population jeune baissera constamment partout dans le monde, mais les pays de l'OCI continueront d'avoir la plus grande part de population jeune. En 2050, 15,9% de la population dans les pays de l'OCI sont estimés entre 15 et 24 ans.

Graphique 1: Part de la population jeune au total

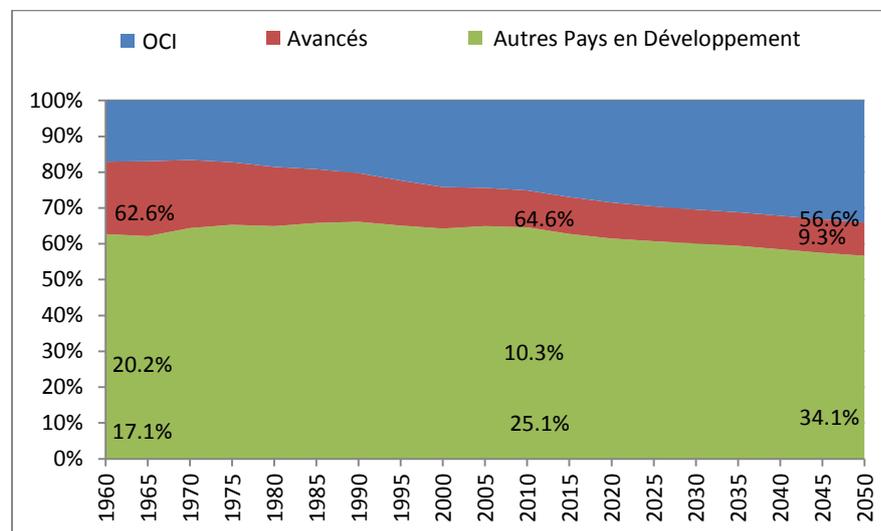


Source: L'OIT, indicateurs principaux du marché du travail (KILM), 8ème édition.

Alors que les parts de population jeune devraient diminuer partout dans le monde, la part des pays de l'OCI dans la population jeune totale dans le monde augmentera de façon constante. Au cours des cinq dernières décennies, cette part a augmenté de 17,1% à 25,1% et devrait atteindre 34,1% en 2050, indiquant que, bien qu'un sixième des jeunes gens vivaient dans des pays actuellement membres de

l'OCI en 1960, il est prévu que deux sixième vivront dans les pays de l'OCI en 2050 (graphique 2). Cela signifie que les pays de l'OCI auront une plus forte position en termes de population jeune.

Graphique 2: Part de groupes de population jeune au totale



Source: L'OIT, indicateurs principaux du marché du travail (KILM), 8ème édition.

Des défis cruciaux, toutefois, demeurent. Offrir l'éducation et une formation de qualité, générant un nombre suffisant d'emplois pour faciliter la transition de l'éducation au marché du travail, l'égalité des chances dans la formation des compétences et dans le marché du travail pour les hommes et femmes, la promotion de la mobilité sociale intergénérationnelle pour de meilleures conditions de vie, la participation active des jeunes dans la société, la réduction de la toxicomanie des jeunes à des substances nocives et des comportements nuisibles, et le renforcement de la santé mentale des jeunes sont quelques-unes des questions qui doivent être prises en considération pour efficacement utiliser ce potentiel crucial dans les pays de l'OCI.

Ce rapport sur les perspectives se concentre sur les défis des jeunes sous quatre catégories. Ce sont l'éducation, l'emploi, la mobilité et l'inclusion sociale, et la santé mentale. Dans ce contexte, ce rapport passe en revue l'état actuel de l'éducation et de chômage dans les pays de l'OCI, met en lumière certains problèmes importants liés à la mobilité sociale, l'inclusion sociale et la santé mentale, et fournit quelques recommandations politiques pertinentes. En général, il y a de sérieuses préoccupations sur la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCI en termes de préparation des jeunes pour le marché du travail. Il est évident qu'il devient plus difficile de trouver d'emplois pour les jeunes qui correspondent à leurs qualifications et études. Il est également observé qu'il n'y a pas suffisamment de progrès dans la mobilité sociale et la participation des jeunes.

Le reste du rapport est organisé comme suit. La section 2 discute des tendances de l'éducation de la jeunesse dans les pays de l'OCI. La section 3 fournit une analyse sur la situation actuelle du chômage des jeunes et la participation sur le marché du travail et met en lumière certains problèmes potentiels et les principaux défis à relever. La section 4 fournit une discussion plus qualitative sur la mobilité sociale dans les pays de l'OCI avec les discussions sur la participation, la toxicomanie et l'exode des jeunes.

La section 5 présente l'état actuel des politiques de santé mentale, des structures, des ressources humaines et des services dans les pays de l'OCI et discute de facteur affectant la santé mentale des jeunes.

Fenêtre 1: Défis de la Jeunesse d'après les Perspectives de l'OCI

La Première Conférence islamique des Ministres de la Jeunesse, tenue à Djeddah du 1er au 2 Mai 2007, identifie les défis suivants rencontrés par les jeunes dans les pays de l'OCI:

- A. **Dans le domaine Social:** Retrait dans le rôle de la famille, la déconnexion de certains jeunes musulmans des valeurs islamiques, la propagation des maux de la violence, l'extrémisme, la toxicomanie, ainsi que la hausse du taux de chômage et la propagation des maladies graves chez les jeunes.
- B. **Dans le domaine Culturel:** Un déficit dans l'éducation religieuse, le manque de sensibilisation, l'aliénation culturelle et psychologique des jeunes, avec une pénurie de formations pour ceux qui sont actifs dans le domaine de la jeunesse et l'aggravation de la crise en termes de dialogue mûr entre les institutions religieuses et les jeunes, toutes ces activités ont conduit à des conversions à d'autres religions ou le mépris des valeurs islamiques.
- C. **Dans les domaines politiques et économiques:** Le manque de participation des jeunes à la prise de décisions et à la vie politique ont abouti à l'absence de la jeunesse dans l'élaboration des politiques économiques et de lutte contre la pauvreté. L'écart entre les couches sociales s'élargit économiquement et socialement avec une augmentation du coût de la vie, de baisse des salaires, et des disproportions entre les produits de l'éducation et les besoins du marché de travail ainsi que l'insuffisance du financement de programme.
- D. **Dans le Domaine de l'Éducation:** Il ya une baisse générale en termes de qualité des programmes de la jeunesse et de l'éducation générale et une défaillance à se tenir informé avec les technologies modernes de la part des centres d'apprentissage.
- E. **Dans le domaine de l'environnement:** La déconnexion de la jeunesse des activités menées dans les programmes environnementaux et l'échec de puiser dans les ressources environnementales comme possibilités d'emploi et d'investissement pour les jeunes, avec un désintérêt pour la sensibilisation de la jeunesse à la question de l'environnement.

2 Participation des Jeunes à l'Éducation

L'éducation est l'un des investissements les plus importants qu'un pays puisse faire pour son peuple et son avenir. Il est au cœur de la formation du capital humain et au cœur du développement d'une société. Il est largement admis que l'investissement dans l'éducation et la recherche de qualité dans diverses institutions nationales sont vitales dans la réalisation de la croissance économique et réduire la pauvreté et l'inégalité. Une éducation de qualité génère des bénéfices à la société qui vont au-delà des gains garantis par les personnes concernées. Il y a des preuves indiscutables que l'éducation améliore la santé personnelle, encourage une forte identité nationale et favorise paix et stabilité. Le développement littéraire a également attiré l'attention sur le rôle de l'éducation dans la réduction des inégalités qui existent dans de nombreux pays, en particulier dans les sociétés en développement avec des niveaux inférieurs de revenu. La forte corrélation entre le niveau de scolarité et de revenu ou de fortune est considérée du point de vue de l'équité comme une justification d'une intervention

publique lorsque les mécanismes de marché classiques ne fonctionnent pas efficacement pour assurer l'égalité.

L'expérience montre que les niveaux d'apprentissage plutôt que des années passées à l'école sont ce qui conduit à des retombées sociales et économiques sur les investissements dans l'éducation, y compris l'employabilité, la productivité et la croissance (Brookings Institution, 2011). Cependant, dans de nombreuses parties du monde, y compris dans les pays de l'OCI, les enfants quittent l'école sans avoir acquis des connaissances de base et des qualifications dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive, et pour atteindre des moyens de subsistance durables. La mauvaise qualité de l'éducation met en péril l'avenir de millions d'enfants et de jeunes dans la région de l'OCI.

Dans ce contexte, cette section examine brièvement certains des principaux résultats de l'enseignement dans les pays de l'OCI. Le taux d'alphabétisation, la participation dans les écoles tertiaires et la mobilité internationale des étudiants sont les principaux indicateurs étudiés dans cette section. Elle met en évidence la réactivité du système éducatif aux besoins changeants des jeunes, des économies, des sociétés et du marché du travail.

2.1 Tendances de l'Éducation des Jeunes dans les Pays de l'OCI

Le capital humain est l'un des principaux déterminants de la croissance à long terme. La main-d'œuvre qualifiée et bien éduquée facilite l'absorption des connaissances et des technologies étrangères des autres pays à travers différents canaux. L'investissement dans l'accumulation de capital humain ou de l'éducation a le potentiel d'augmenter la capacité d'obtenir et d'utiliser des connaissances développées ailleurs. Puisque la majorité des pays membres de l'OCI ont besoin de telles capacités pour promouvoir le développement, la question du développement du capital humain reste critique en élargissant les possibilités de parvenir à une croissance durable à long terme.

En dépit d'être une ressource importante des pays de l'OCI, la population jeune est confrontée à des défis considérables dans la vie sociale et économique dans un nombre important de pays membres. Le niveau insuffisant d'éducation et le manque de qualifications requises rendent particulièrement difficile pour les jeunes de trouver un emploi sur le marché du travail. En plus de son impact sur le développement économique et la capacité de production, un chômage de longue durée parmi les jeunes peut déclencher de grands problèmes sociaux dans les communautés touchées.

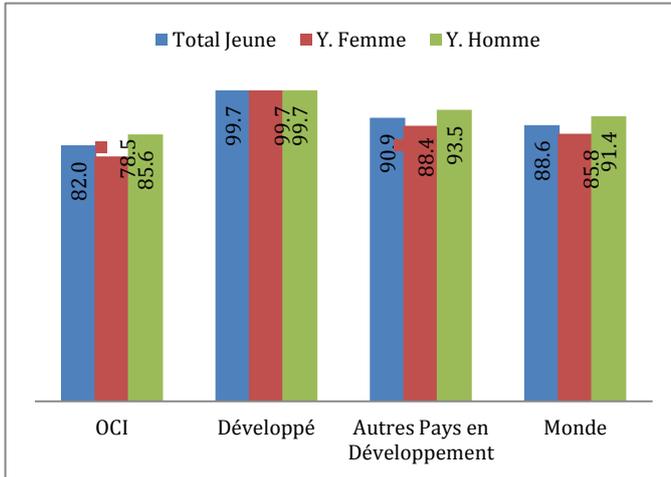
Taux d'Alphabétisation des Jeunes

Selon les dernières données disponibles, les taux d'alphabétisation chez les jeunes sont comparativement mieux que ceux des adultes dans les pays de l'OCI. Par ailleurs, les taux moyens d'alphabétisation des jeunes dans les pays de l'OCI sont encore inférieurs à ceux des pays en développement non membres de l'OCI et du monde (graphique 3). En moyenne, 82% des jeunes sont alphabétisés, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (88,6%) et la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (90,9%). Dans de nombreux pays, cependant, les femmes analphabètes sont de loin plus nombreuses que leurs homologues masculins. En moyenne, l'écart entre les jeunes de sexe masculin (85,6%) et les taux d'alphabétisation des femmes (78,5%) dans les pays de l'OCI est de 7,1%, ce qui est plus élevé que l'écart dans les pays en développement non membre de l'OCI (5,1%) et à la moyenne mondiale (5,6%). L'inégalité des sexes dans l'éducation est caractérisé par, entre autres, le manque d'accès et de disponibilité d'infrastructure de l'éducation

sensible au genre, des matériaux et programmes de formation, ainsi que d'un taux élevé d'abandon scolaire chez les filles d'âge du secondaire.

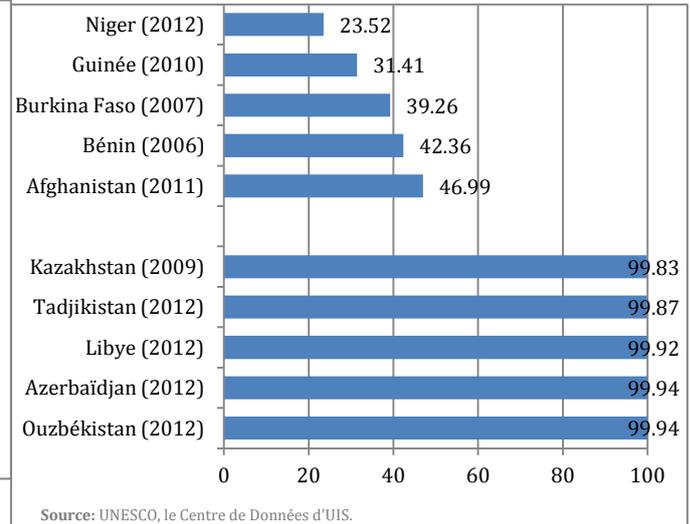
La répartition des pays de l'OCI en ce qui concerne le taux d'alphabétisation est plus favorable aux jeunes par rapport à celui de la population adulte. Dans la majorité des pays membres (28 sur 55 pays

Graphique 3: Taux d'Alphabétisation des Jeunes en Comparaison*



Source: Banque Mondiale WDI et UNESCO, le Centre de Données d'UIS.
* Les moyennes pondérées calculées en utilisant les dernières données disponibles pour chaque groupe.

Graphique 4: Pays de l'OCI les Plus et les Moins Performants en Taux d'Alphabétisation des Jeunes.



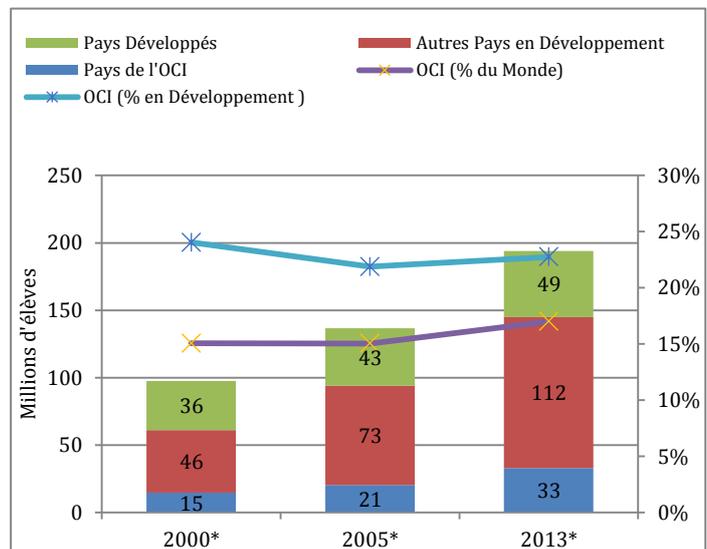
Source: UNESCO, le Centre de Données d'UIS.

de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles), les taux d'alphabétisation des jeunes sont au-dessus de 90% et 24 pays ont atteint des taux d'alphabétisation des jeunes de 97% ou plus. D'autre part, huit pays membres ont des taux d'alphabétisation des jeunes qui sont inférieurs à 50%. L'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, avec un taux d'alphabétisation des jeunes de 99,94%, sont les plus performants pays membres de l'OCI (graphique 4), suivie par la Libye (99,92%), le Tadjikistan (99,87%) et le Kazakhstan (99,83%). Le Niger, avec un taux de 23,5%, est le pays avec le plus faible taux d'alphabétisation des jeunes au sein de la communauté de l'OCI, suivie par la Guinée (31,4%), le Burkina Faso (39,3%), le Bénin (42,4%) et l'Afghanistan (47%).

Participation à l'Enseignement Supérieur (tertiaire TBS)

Le graphique 5 montre le nombre total d'élèves inscrits dans l'enseignement supérieur. Le nombre total d'élèves de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCI a augmenté plus que le double, passant de 14,7 millions à 33,0 millions entre 2000 et 2013, sur la base des données les plus récentes disponibles chaque année. Comme plus de diplômés de l'enseignement tertiaire signifie plus de main-d'œuvre qualifiée et hautement qualifiée, cette évolution est

Graphique 5: L'Inscription Totale dans les Écoles Tertiaires



Source: SESRIC ; L'UNESCO ; Banque Mondiale WDI et Statistique de l'Éducation de la Banque Mondiale. * Ou la Dernière Année

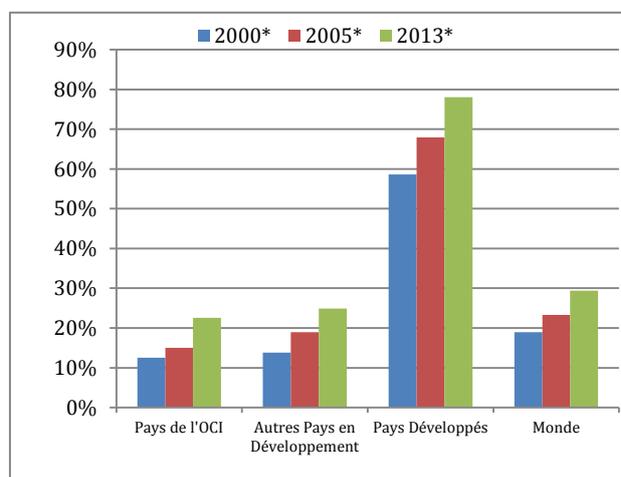
particulièrement prometteuse pour la communauté de l'OCI. Par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI et le monde dans son ensemble, on a constaté que la part des pays membres de l'OCI dans le total mondial des étudiants de l'école tertiaire est à la hausse. Les élèves de l'enseignement supérieur dans les pays membres représentaient 17% de ceux dans le monde en 2013, vis-à-vis de 15,1% en 2000. Un coup d'œil rapide à l'évolution de leurs parts dans le total des étudiants du supérieur des pays en développement, d'autre part, cela offre plutôt une image mitigée. Dès 2013, les pays de l'OCI représentent 22,8% (contre 24% en 2000) du total des étudiants du supérieur des pays en développement.

Concernant les taux bruts de scolarisation (TBS) de l'enseignement supérieur, les pays de l'OCI, avec un taux moyen de scolarisation de 22,6% à partir de 2013, en retard sur les pays non membres de l'OCI en développement (24,9%) et loin derrière les pays avancés (78%) (graphique 6a). Dans la même année, la moyenne mondiale du TBS était de 29,4%. Selon les données les plus récentes disponibles à partir de 2013, les pays membres de l'OCI, à savoir la Turquie, l'Albanie, la Jordanie et le Kirghizistan tous ont enregistré des TBS au-dessus de 40,0%.(graphique 6b). Pourtant, dans certains pays membres, à savoir, le Niger, la Sierra Leone, le Tchad, la Guinée-Bissau, la Gambie, l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mozambique et Djibouti, les TBS de l'enseignement supérieur sont encore inférieurs à 5%.

Mobilité Internationale des Étudiants

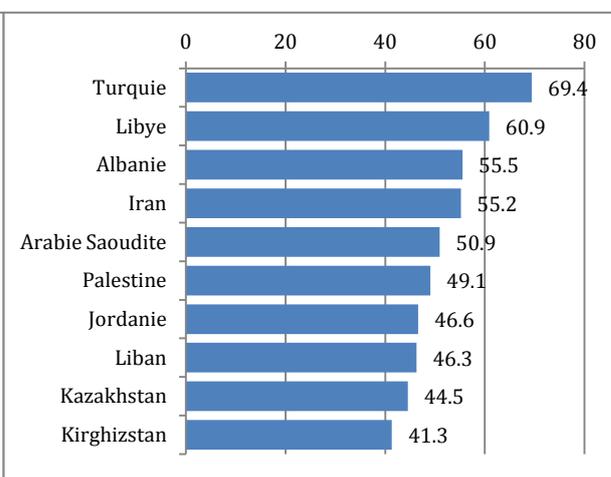
Le nombre d'étudiants poursuivant des études à l'étranger continue de déferler, non seulement en

Graphique 6a: Taux Brute de Scolarisation de l'Enseignement Supérieur



Source: SESRIC ; L'UNESCO ; Banque Mondiale WDI et Statistique de l'Éducation de la Banque Mondiale. * Ou la Dernière Année

Graphique 6b: Les Pays les plus Performants de l'OCI en termes de Taux Brute de Scolarisation de l'Enseignement Supérieur (% , 2013*)



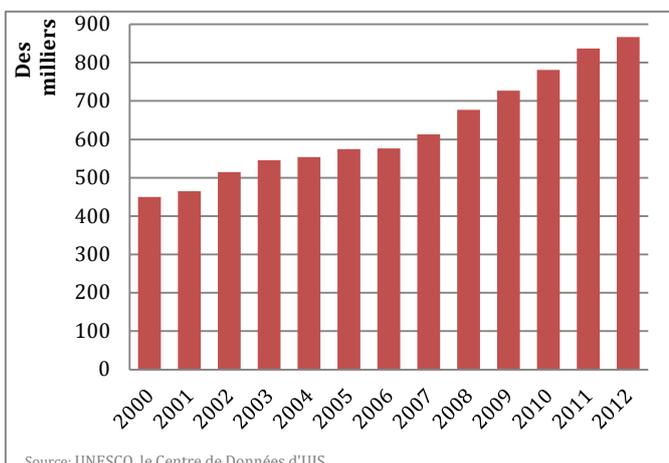
Source: SESRIC ; L'UNESCO ; Banque Mondiale WDI et Statistique de l'Éducation de la Banque Mondiale. * Ou la Dernière Année

raison de la demande croissante pour une éducation de qualité, mais aussi en raison de la concurrence accrue entre les établissements d'enseignement supérieur à travers le monde pour les meilleurs et les plus brillants esprits. La reconnaissance internationale des qualifications et de la disponibilité de bourses, reflétant la demande des deux côtés, sont principalement les motivations premières de l'accroissement de la mobilité. En 2012, plus de 4 millions d'étudiants du monde entier sont allés étudier à l'étranger, en hausse de 2 millions depuis 2000 (UNESCO ISU).

Le taux de mobilité vers l'étranger est la part des étudiants qui étudient à l'extérieur au nombre total d'inscriptions dans le pays. Comme le montre le graphique 7, le nombre d'étudiants partant à l'étranger originaire des pays de l'OCI pour l'enseignement supérieur n'a cessé d'augmenter sur la période de 2000 à 2012. Pendant cette période, le nombre d'étudiants à l'étranger a presque doublé atteignant plus de 820 000 en 2012. Les principales raisons de cette augmentation sensible sont, entre autres, l'accroissement du nombre de jeunes et une croissance économique plus élevée dans les pays membres qui ont créé des opportunités aux étudiants de poursuivre leurs études dans des établissements d'enseignement internationale.

Malgré l'augmentation considérable du nombre total d'étudiants qui étudient en dehors de leur pays, la part des pays de l'OCI au total de la mobilité des étudiants sortant n'a pas augmenté au cours de la même période. En 2000, les pays de l'OCI représentaient 25,2% de tous les étudiants internationaux sortants, qui a diminué de 24,7% en 2012.

Graphique 7: Mobilité des Étudiants en Partance dans l'OCI,



2.2 Réactivité du Système Éducatif aux Changements des Besoins

Nonobstant les réalisations éducatives faites par les pays de l'OCI au cours des dernières décennies, 18% des jeunes dans les pays de l'OCI sont encore analphabètes, manquant de compétences de base numérique et littéraire, et ayant en conséquence une probabilité réduite d'accrocher avec succès des emplois décents et à temps plein. Avec beaucoup de jeunes travailleurs pauvres manquant même l'éducation de niveau primaire, la persistance des niveaux élevés de chômage et sous-emploi des jeunes sont susceptibles de menacer l'inclusion sociale, la cohésion et la stabilité. Les jeunes qui quittent l'école tôt sont vulnérables au chômage, la pauvreté et l'implication à des comportements hasardeux.

Il ya plusieurs raisons pour lesquelles les jeunes sont en décrochage scolaire, qui comprend, entre autres, la pauvreté du revenu, le genre, le handicap, les conflits et les guerres. Les faibles rendements du marché perçus de l'éducation découragent aussi des gens moins instruits dans leur décision de poursuivre leurs études. Alors qu'il s'avère un véritable défi pour empêcher ces jeunes du décrochage scolaire, des possibilités d'apprentissage alternatives pour consolider leurs compétences de base et qualifications devraient également être développés pour soutenir les jeunes dans leurs efforts pour trouver un emploi ou entreprendre un autre travail productif.

En améliorant la réactivité du système éducatif aux besoins changeants des jeunes, des économies et des marchés du travail, l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation joue un rôle essentiel. Même si l'accès à l'éducation s'améliore partout dans le monde, il ya de sérieuses préoccupations sur le côté de la qualité des dispositions. La mauvaise qualité de l'éducation affecte particulièrement les couches défavorisées de la société en ayant un impact minime sur leur vie et une contribution insignifiante à leur participation sociale ainsi que les résultats du marché du travail, ce qui aggrave encore les inégalités observées, la pauvreté et la marginalisation. Par conséquent, des

efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer que l'éducation à tous les niveaux soit un répondant aux besoins des jeunes afin de favoriser leur participation à la vie socio-économique.

D'autre part, dans le cas où les systèmes d'éducation et de formation ne fournissent pas aux jeunes les compétences de base nécessaires pour échapper à la pauvreté et le chômage, des programmes d'éducation non formelle pourrait être un remède, même quand ils continuent de recevoir une éducation formelle. Fourni souvent par des organisations pour jeunes et des communautés, de tels programmes peuvent combler ce vide en offrant des possibilités d'apprentissage et de développement des compétences, en particulier pour les groupes défavorisés et marginalisés. En complétant l'éducation formelle, ces aménagements peuvent améliorer les possibilités pour les jeunes à répondre aux demandes difficiles de travail et de la vie.

Des programmes de formation technique et professionnelle sont également essentiels pour équiper les jeunes de qualifications requises pour un emploi décent. Dans le cas contraire, il sera difficile pour les jeunes de trouver un emploi, de le garder ou d'être promu dans le travail. Ces programmes permettront d'améliorer les capacités de résolution de problèmes et la capacité d'adaptation à l'évolution des environnements ainsi que leur prise de conscience sur les nouvelles technologies et les activités entrepreneuriales. En soutenant l'apprentissage tout au long de la vie, ces programmes permettront d'améliorer l'employabilité des jeunes en leur permettant de saisir les opportunités d'emploi immédiates et d'adapter de nouvelles opportunités de carrière.

3 Emploi des Jeunes: Tendances et Défis

Le chômage reste l'une des questions les plus difficiles à travers le monde. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT) rapport 2014 Tendances Mondiales de l'Emploi, près de 202 millions de personnes étaient au chômage en 2013 dans le monde, soit une augmentation de près de 5 millions par rapport à l'année précédente, dont près de 37% d'entre eux étant âgés entre 15 et 24. Cela reflète le fait que l'emploi ne se développe suffisamment pas rapidement pour faire face à la main-d'œuvre croissante. Pendant que 23 millions de personnes ont quitté le marché du travail en raison de découragement et de hausse du chômage à long terme.

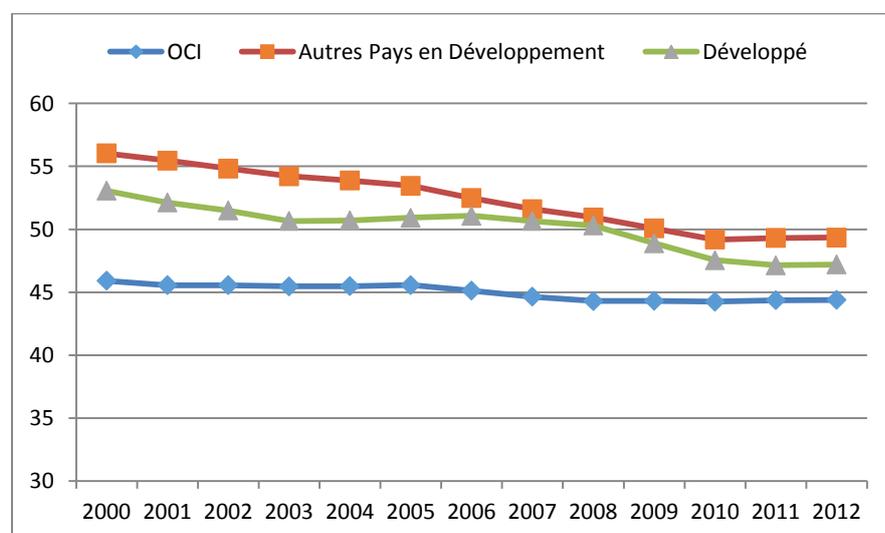
Les conditions du marché du travail pour les jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas exceptionnellement prometteuses. Les pays de l'OCI sont largement caractérisés par une faible participation au marché du travail et des taux de chômage élevés. Dans ce contexte, cette section met en lumière quelques indicateurs importants du marché de travail pour la population jeune en vue d'identifier les principaux défis et obstacles dans les pays de l'OCI.

3.1 Les Jeunes sur le Marché du Travail et les Tendances Clés

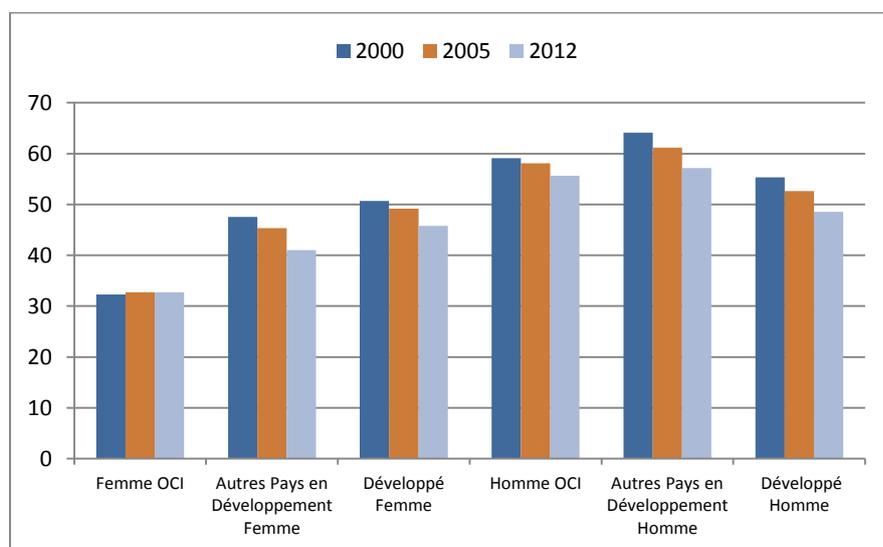
Bien que le taux de chômage soit accepté comme l'un des principaux variables macroéconomiques critiques de l'état d'une économie, il peut ne pas refléter exactement la santé du marché du travail comme la définition ne tient pas compte des personnes qui ne cherchent pas activement un emploi. Par conséquent, il pourrait être idéal de commencer par le taux de participation au marché du travail des jeunes, qui mesure la proportion de personnes âgées de 15 à 24 ans qui s'engagent activement dans le marché du travail, soit en travaillant ou en cherchant activement un emploi. Il donne une indication de la taille relative de l'offre de main-d'œuvre disponible pour participer à la production de biens et services.

Comme le montre le graphique 8, une tendance à la baisse est observée dans la participation au marché du travail des jeunes dans tous les groupes de pays, pour ce qui est des plus jeunes, frustrés par leurs perspectives d'emploi, continue de baisser sur le marché du travail. La participation au marché du travail des jeunes dans les pays de l'OCI a diminué de 45,9% en 2000 à 44,4% en 2012, mais il a diminué encore plus significativement dans d'autres groupes de comparaison, de 53,1% à 47,2% dans les pays avancés et de 56% à 49,4% dans les autres pays en développement. La moyenne mondiale a donc baissé à 48,5% en 2012 par rapport à son niveau de 52,9% en 2000. Cette tendance peut être en partie expliquée par la hausse la participation des jeunes à l'éducation et des programmes de formation professionnelle, le fait de rester plus longtemps à l'école et des politiques du marché de travail difficiles en évitant le travail des adolescents.

Graphique 8: La participation des jeunes au marché du travail (2000-2012)



Quoique lente, seulement une croissance de la participation des jeunes au marché du travail a été observée dans la population femme jeune dans les pays de l'OCI, qui a augmentée de 32,3% à 32,7% (graphique 9). Néanmoins, malgré une chute de tendance dans d'autres groupes de pays, la participation des jeunes femmes dans les pays de l'OCI continue à rester bien en deçà des moyennes des autres groupes de pays. La participation des hommes, d'autre part, a montré une tendance baissière dans tous les groupes de pays au cours de la période considérée. Il a diminué de 59,1% à 55,7% dans les pays de l'OCI, de 64,1% à 57,1% dans les autres pays en développement et de 55,3% à 48,5% dans les pays avancés. En conséquence, la participation des hommes à la force de travail dans le monde a diminué de 60,9% en 2000 à 56,1% en 2012.

Graphique 9: Participation des jeunes au marché du travail (selon le Sexe)


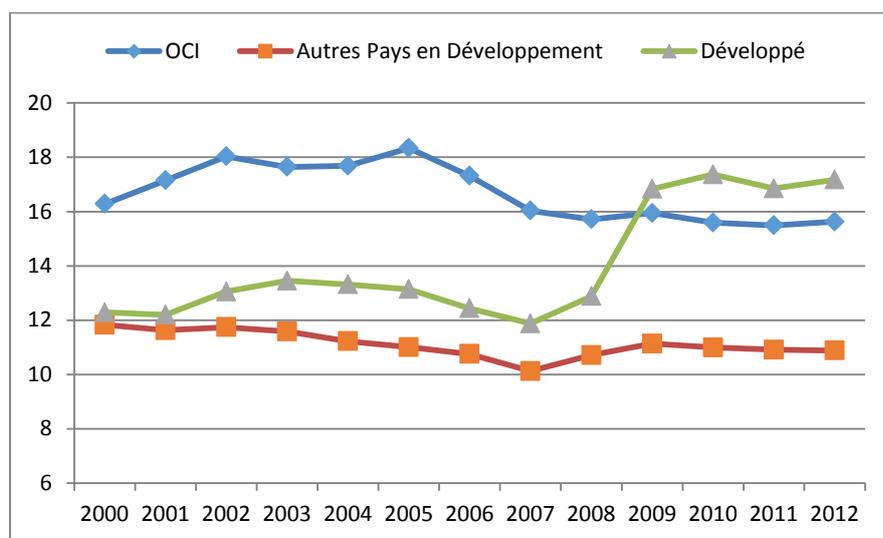
Source: L'OIT, indicateurs principaux du marché du travail (KILM), 8ème édition.

Bien que les conditions économiques jouent un rôle majeur dans les grands écarts observés dans les pays de l'OCI dans les taux de participation des jeunes hommes et femmes, les facteurs institutionnels tels que les valeurs, les normes et la culture sont aussi parmi les facteurs déterminants de la disparité entre les sexes, ce qui rend difficile de séparer les effets de différents facteurs sur la participation des femmes. Dans de telles situations, les gouvernements et les organisations de la société civile ont besoin de promouvoir la participation des femmes au marché du travail et de l'emploi par le biais de divers programmes et activités telles que la création des conditions d'enseignement ainsi que de travail qui répondent aux défis découlant de certaines préoccupations fondées sur des valeurs locales.

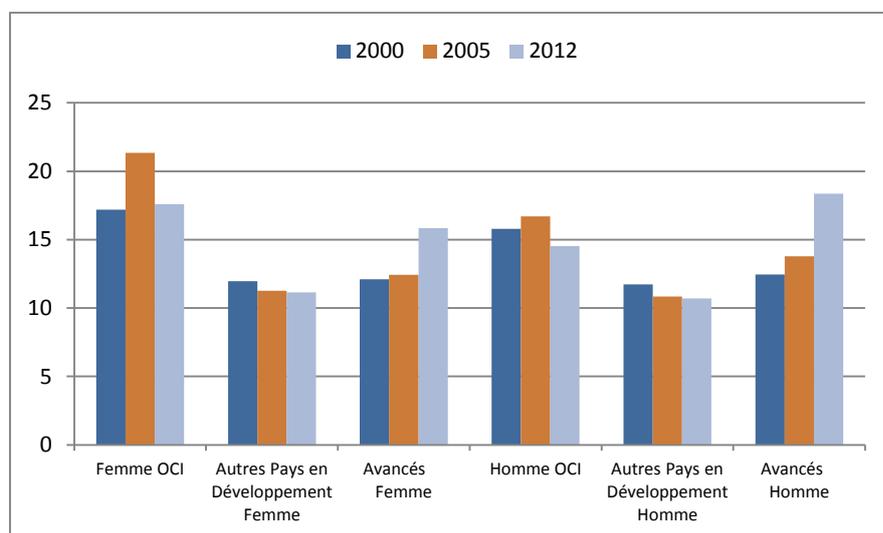
Taux de Chômage des Jeunes

Selon les dernières estimations de l'OIT, quelques 74,5 millions de jeunes étaient au chômage en 2013 dans le monde, avec un taux mondial de chômage des jeunes atteignant 13,1%, mais augmentant encore plus dans les régions du Moyen-Orient (27,2%) et de l'Afrique du Nord (29,4%). L'analyse sur la participation au marché du travail des jeunes montre qu'une plus grande proportion de jeunes restent inactive dans les pays de l'OCI par rapport à d'autres groupes de pays. Malgré la faible participation à la force de travail, il est important de noter que les jeunes dans les pays de l'OCI souffrent de manque d'opportunités d'emplois décents.

Le graphique 10 montre que le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est resté constamment au-dessus de 16% et également bien au-dessus des moyennes des autres pays avancés et en développement jusqu'à la crise financière mondiale en 2008, puis il est tombé en dessous de 16%. Avec la crise, le problème du chômage des jeunes dans les pays avancés est devenu encore plus grave par rapport à celle des pays de l'OCI. À partir de 2012, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est estimé à 15,6%, 17,2% dans les pays avancés et 10,9% dans les autres pays en développement.

Graphique 10: Taux de Chômage des Jeunes (2000-2012)


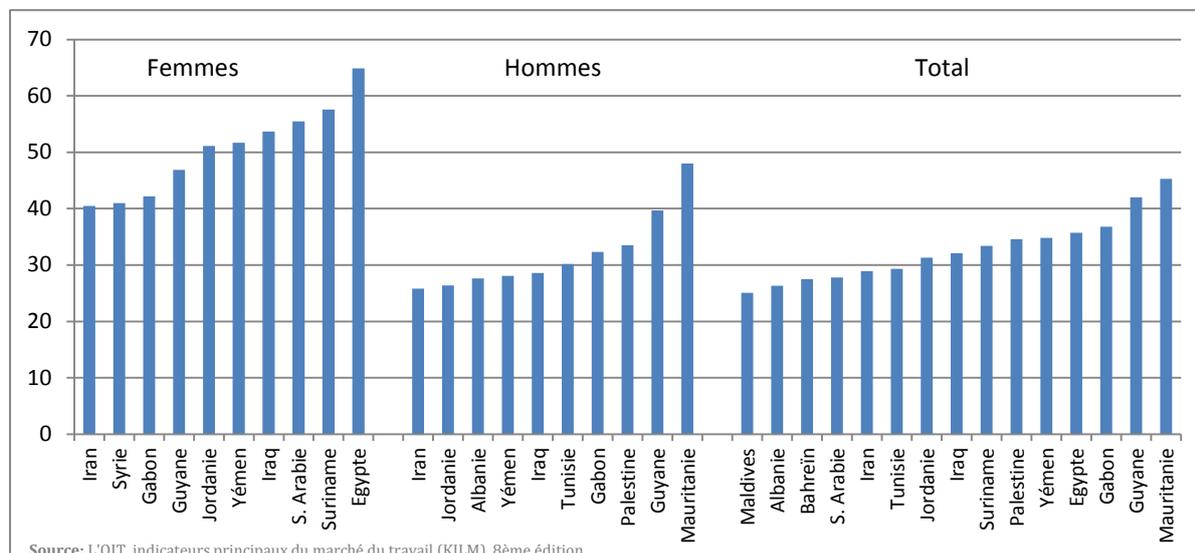
Malgré une certaine amélioration depuis 2005, le chômage des femmes chez les jeunes est le plus élevé dans les pays de l'OCI. Il est tombé à 17,6% en 2012 de son niveau de 21,3% en 2005 (graphique 11). Alors que le chômage des femmes chez les jeunes a diminué dans d'autres pays en développement au cours de la période considérée, il a suivi une tendance haussière dans les pays avancés. À partir de 2012, il est estimé à 11,1% dans les autres pays en développement et 15,8% dans les pays avancés. En ce qui concerne le chômage des hommes chez les jeunes, il a diminué à 14,5% dans les pays de l'OCI et de 10,7% dans les autres pays en développement, mais a augmenté à 18,4% dans les pays avancés à partir de 2012.

Graphique 11: Taux de Chômage des Jeunes par Sexe


Il existe de grandes disparités dans les taux de chômage des jeunes au sein des pays de l'OCI. Le Qatar (1,7%) et le Bénin (1,8%) sont les pays où les taux de chômage sont les plus bas en 2012, qui sont aussi parmi les trois premiers pays dans le monde. En revanche, le taux de chômage des jeunes le plus élevé a été estimé en Mauritanie avec 45,3%, suivi par la Guyane (42%), le Gabon (36,8%), l'Égypte (35,7%) et le Yémen (34,8%). Dans 24 pays de l'OCI, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20% et dans 33 pays au-dessus de la moyenne mondiale de 12,9% en 2012. Toutefois, les taux de

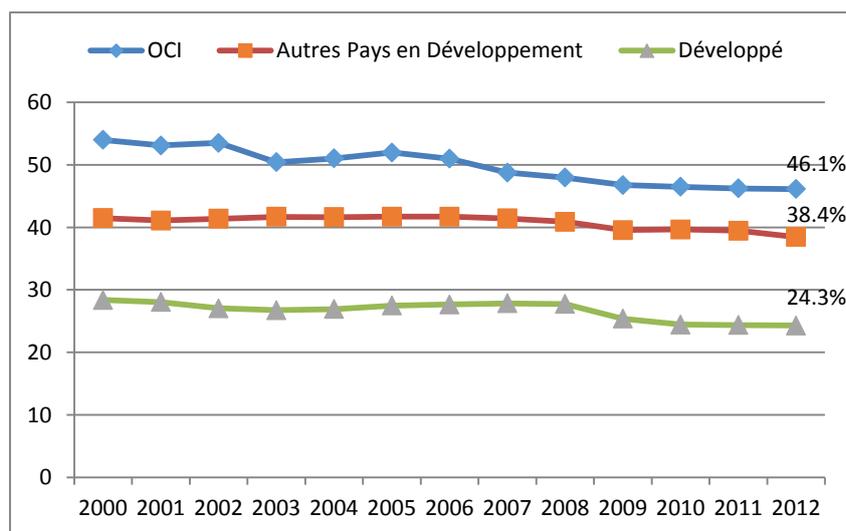
chômage des jeunes femmes atteignent jusqu'à 65% en Egypte et dans 17 pays de l'OCI, ce taux est supérieur à 30%, ce qui en fait un problème plus grave dans certains pays (graphique 12).

Graphique 12: Pays avec les plus Hauts Taux de Chômage des Jeunes



Afin de montrer l'importance relative du chômage des jeunes, leur part dans le chômage total est représenté dans le graphique 13. Jusqu'en 2006, les jeunes chômeurs représentaient plus de la moitié de tous les chômeurs dans les pays de l'OCI. Cette part a diminué depuis lors et a chuté à 46,1% en 2012 à son niveau de 54% en 2000. Cependant, il peut encore être considéré comme un ratio significativement élevé par rapport aux niveaux de 38,4% dans les autres pays en développement et 24,3% dans les pays avancés. Si près de la moitié de tous les chômeurs sont âgés entre 15 et 24, ce devrait être une préoccupation majeure pour les pays de l'OCI.

Graphique 13: Part des jeunes chômeurs par nombre total de chômeurs (%)



La question essentielle est pourquoi les taux de chômage des jeunes sont nettement plus élevés que les taux de chômage des adultes. Il y a beaucoup d'explications possibles. Premièrement, les jeunes sont plus vulnérables que les adultes en période de difficultés économiques. En supposant que les employeurs cherchent des employés ayant une expérience de travail antérieure, les jeunes qui entrent

dans la population active pour la première fois seront en désavantage et passeront un temps plus difficile à trouver un emploi. Deuxièmement, les jeunes manquent souvent d'informations à la fois sur le marché du travail et d'expérience de recherche d'emploi. Les adultes, d'autre part, pourraient avoir la possibilité de trouver de futur travail à travers les références d'anciens employeurs ou des collègues et sont plus susceptibles de connaître les « bonnes » personnes. Une autre possibilité est que les jeunes pourraient attendre plus longtemps pour trouver un travail qui correspond à leurs besoins (OIT, 2006).

3.2 Passage des Jeunes sur le Marché du Travail

Les jeunes affichent généralement un faible attachement au marché du travail (y compris une recherche d'emploi plus faible) et des taux de chômage plus élevés. Ceci est largement dû à leur engagement continu dans l'éducation à temps plein ou à cause de leur désir de trouver un emploi décent, mais aussi leur passage fréquent d'un emploi à un autre dans le cadre de leur investissement dans le capital humain. Bien que la possibilité de compter sur le soutien des parents de leur fournir une demeure pour gérer une transition moins douloureuse, leur mécontentement face à des salaires inférieurs associés à de plus faibles expériences et leurs plus fortes préférences pour les loisirs réduisent leurs états de préparation pour une transition rapide du marché de travail.

En dehors de ces raisons frictionnelles, les circonstances macroéconomiques globales affectent l'état des jeunes sur le marché du travail. Au moment de la récession économique, les possibilités d'emploi diminuent et les jeunes seront particulièrement touchés par cette situation. Ils sont généralement plus vulnérables à la récession économique en raison de leur faible niveau de compétences et d'expérience ainsi qu'un plus faible attachement au marché du travail, mais aussi en raison de la législation de protection de l'emploi qui ne protège pas suffisamment les droits des jeunes nouvellement embauchés. Lorsque leurs perspectives d'emploi se détériorent, les jeunes ont tendance à réagir en réduisant davantage leur attachement au marché du travail et en étendant leur séjour dans l'éducation. Il peut être également possible d'observer que certains jeunes gens frustrés s'impliquent dans des comportements dangereux, comprenant la criminalité et de la toxicomanie.

Quelles que soient ce que les raisons peuvent être, une partie considérable des jeunes, en particulier dans les pays en développement, ne parvient jamais à compléter la transition jusqu'à leur âge adulte. De grandes parts de 'jeunes en transition' deviendront 'adulte en transition' et encore une autre génération de potentiel productif restera sous-utilisée. Il y a aussi de graves lacunes dans les taux de participation et les résultats de la transition entre les jeunes femmes et hommes. Dans la plupart des pays, les jeunes femmes restent beaucoup plus susceptible d'être ni économiquement active, ni à l'école, puisque la plupart des jeunes femmes sont confrontées à une longue recherche d'emploi avant de se fixer enfin dans un travail insatisfaisant avec des salaires relativement bas.

Afin d'améliorer les résultats de la transition, les gouvernements doivent élaborer des stratégies et des politiques efficaces. Puisque la formation semble être positivement liée aux revenus des jeunes travailleurs, ils pourraient se concentrer sur l'établissement de mesures d'incitation pour les entreprises à fournir une formation pour les employés ciblant en particulier ceux qui ne devraient pas préalablement la recevoir. L'amélioration de la qualité des institutions du marché du travail va faciliter la transition des jeunes vers des emplois plus satisfaisants et sécurisés. Ceux-ci peuvent être des services publics d'emploi ou des facilités et des programmes au sein du système de l'éducation, tels que la planification de carrière et des centres de stages au niveau de l'enseignement secondaire ou

tertiaire. Ces institutions peuvent aussi collecter et diffuser des informations sur le marché du travail en temps opportun et pertinent afin de faciliter le processus d'élaboration des politiques et de la transition de l'école au travail. Toutefois, il convient de noter que le potentiel d'amélioration des perspectives d'emploi pour les jeunes repose sur la capacité du pays à stimuler la croissance économique avec la participation active du secteur privé afin de créer des emplois pour les personnes à tous les niveaux de compétences et d'expérience.

Il n'y a pas de solution universelle au chômage des jeunes. Les circonstances nationales déterminent les réponses politiques et actions stratégiques. En général, la promotion de l'emploi des jeunes doit être considérée dans un cadre plus global et intégré qui favorise le développement économique et la croissance de l'emploi. Une approche trop simplifiée qui ignore différentes caractéristiques individuelles, notamment l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et le contexte socio-économique, ne parviendront pas à relever les défis spécifiques du marché du travail rencontrés par de nombreux jeunes. Une bonne éducation de base, la formation professionnelle ou l'enseignement supérieur avec une expérience initiale de travail est essentielle pour une entrée réussie sur le marché du travail. Une stratégie efficace pour faciliter la transition vers le travail et améliorer les perspectives de travail décent pour les jeunes devraient comporter des mesures ciblées du marché de travail actif, y compris en donnant des incitations aux entreprises pour embaucher des jeunes, la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et faciliter l'accès au financement.

3.3 Questions Clés pour Réduire le Chômage des Jeunes et Promotion des Emplois de Qualité.

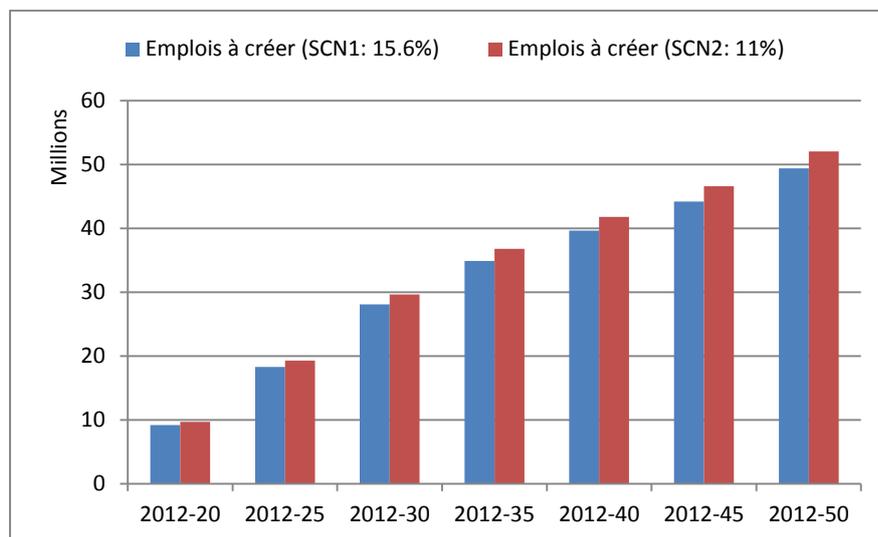
Dans l'ensemble, il est clair que le chômage des jeunes est l'un des principaux problèmes économiques et sociaux que de nombreux pays de l'OCI sont encore confrontés et nécessitant une attention urgente. Les défis actuels et futurs du chômage des jeunes dans les pays de l'OCI exigent une action globale par l'implication de tous les intervenants clés, y compris les gouvernements, le secteur privé, les institutions d'enseignement et les organisations de la société civile. Les causes du chômage varient d'un pays à l'autre en fonction des conditions socio-économiques et politiques qui prévalent dans chacun, mais les plus importants sont la création d'emplois insuffisants et l'inadéquation des qualifications. Les emplois disponibles n'augmentent pas proportionnellement avec celle de la population et la participation dans la population active. Le défi de nombreux travailleurs au chômage est le manque de qualifications pour des emplois qui sont susceptibles d'être créés avec la croissance économique. L'inadéquation entre l'offre de compétences et les qualifications par la main-d'œuvre et la demande par les employeurs provoque un chômage structurel.

Il serait instructif de voir le nombre d'emplois qui seront créés pour les jeunes pour mieux saisir le défi de la création d'emplois de la population jeune. Considérant les dernières projections démographiques, le nombre d'emplois qui doit être créé pour la population croissante des jeunes est estimé selon deux scénarios. Dans le scénario de référence, le nombre d'emplois qui seront créés est estimé tout en gardant le niveau actuel du chômage des jeunes constant (15,6%). Dans le second scénario, le nombre d'emplois à créer est estimée en supposant que les pays de l'OCI devraient réduire les taux de chômage des jeunes aux niveaux observés dans les pays en développement non membres de l'OCI (11%). Dans les deux scénarios, le taux de participation au marché du travail est maintenu à son niveau actuel constant de 44%. Les résultats sont présentés au graphique 14. De 2012 jusqu'à 2020, les pays de l'OCI doivent créer 9.2 millions d'emplois supplémentaires pour les jeunes et

un montant supplémentaire de 9 millions d'emplois pour tous les 5 ans jusqu'en 2035. Les pays de l'OCI ont besoin de créer près de 40 millions d'emplois jusqu'en 2040 juste pour garder le niveau actuel du taux de chômage constant.

Compte tenu de 21,5 millions de chômeurs et 175 millions de population jeunes inactives à partir de 2013, les pays de l'OCI connaîtront probablement des difficultés majeures dans la création de 9 millions d'emplois supplémentaires pour tous les cinq ans. Les pays en développement connaissent habituellement des transformations structurelles, ce qui nécessite une adaptation constante de compétences aux besoins du marché du travail. Des niveaux plus élevés de l'éducation n'améliorent pas nécessairement les perspectives d'emploi et les résultats du marché du travail. Plus de jeunes instruits peuvent ne pas posséder les compétences nécessaires de se qualifier pour des ouvertures d'emplois existants et potentiels, en créant de nouveaux défis pour l'éducation et les systèmes de formation professionnelle. Pour faire face à de tels défis, une bonne information du marché du travail est nécessaire pour éviter l'inadéquation des compétences sur le marché du travail et des systèmes efficaces d'éducation et de formations.

Graphique 14: Nombre d'emplois devant être créé



Source: L'OIT, indicateurs principaux du marché du travail (KILM), 8ème édition.

L'augmentation d'attentes des jeunes, le manque d'expérience de travail, la faible valorisation des compétences par les employeurs, et une formation inadéquate sont également parmi les principales difficultés auxquelles sont confrontés des millions de jeunes chômeurs instruits à trouver des emplois appropriés.

Les politiques macroéconomiques et de développement devraient prêter attention aux problèmes de la jeunesse pour une meilleure création d'emplois. Les entreprises en démarrage et les comportements à risque des jeunes diplômés peuvent être pris en charge par les gouvernements. Les politiques du marché du travail actifs sont une autre dimension importante pour réduire le chômage des jeunes. Alors que l'amélioration du fonctionnement des services publics de l'emploi et des subventions salariales et de formation peut inciter les employeurs à embaucher les jeunes, des programmes de formation professionnelle, d'apprentissage, de formation à l'entrepreneuriat et d'autres programmes de formation peuvent aider à compenser l'inadéquation des qualifications et des compétences requises. Les partenariats entre les gouvernements, les organisations professionnelles et les établissements d'enseignement peuvent jouer un rôle dans la détermination de l'action la plus appropriée à prendre aux niveaux national et local pour la promotion de travail décent pour les

jeunes. Enfin, l'information et l'analyse des systèmes de marché du travail peuvent être développées pour surveiller les marchés du travail et sa conception et mise en œuvre de politiques efficaces.

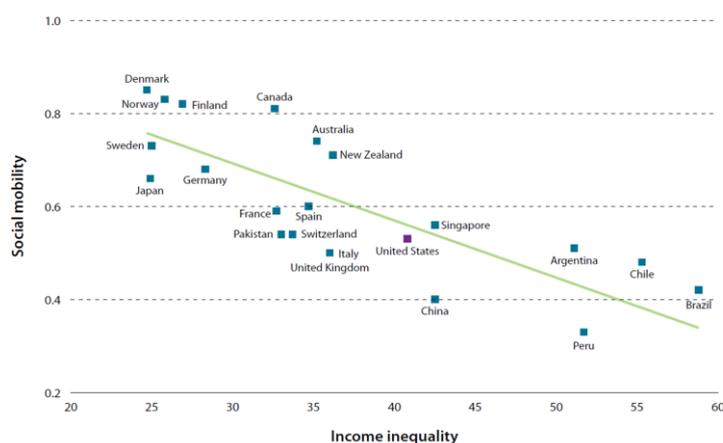
4 Mobilité et Inclusion Sociale de la Jeunesse

Socialement parlant, les pays de l'OCI sont dynamiques et en constante évolution avec de grande population de jeunes qui, dans beaucoup de ces pays, éprouvent d'énormes niveaux de stress dû à des possibilités limitées de mobilité sociale et en raison des restrictions sur la pleine participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique. Cet état de fait conduit dans de nombreux cas à l'agitation sociale et l'instabilité politique. Cette section met en lumière certains problèmes sociaux liés à la jeunesse dans les pays de l'OCI. Cela commence par la mobilité sociale et passe à l'inclusion sociale et les dépendances de la jeunesse sur le tabac, l'alcool, la drogue, et la technologie avant de conclure sur la question de la migration des jeunes. Mobilité Sociale des Jeunes

4.1 Mobilité Sociale des Jeunes

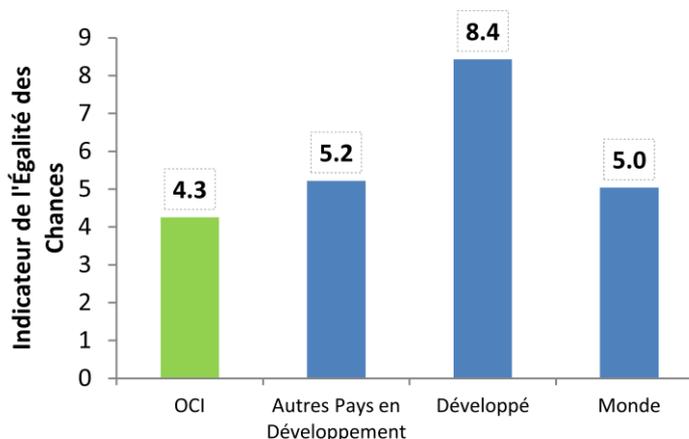
La mobilité sociale est la circulation des personnes entre les positions sociales dans une société. La mobilité sociale peut être évaluée en utilisant les indicateurs de l'éducation, du travail, de salaire et de la mobilité du revenu familial, mais celles-ci sont basées sur des ensembles de données très spécifiques, qui ne sont pas disponibles pour les pays de l'OCI. La mobilité sociale est corrélée avec l'inégalité. Les pays souffrant d'une plus grande inégalité de revenus ont tendance à avoir une mobilité sociale plus faible comme le graphique 15 le révèle. L'OCDE (2011) stipule que l'inégalité croissante des revenus « peut étouffer une mobilité sociale ascendante, ce qui rend difficile pour les gens talentueux et travailleurs d'obtenir les récompenses qu'ils méritent ».

Graphique 15: La Relation entre l'Inégalité du Revenu et Mobilité Sociale



Source: Greenstone et autres. (2013).

Graphique 16: L'Égalité des Chances



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'indice 2014 de transformation de BTI. Les données disponibles pour un total de 128 pays, dont 47 Etats membres de l'OCI

Comme le montre le graphique 16, les pays de l'OCI, en tant que groupe, souffrent de graves problèmes d'inégalités avec des personnes dont on a refusé l'accès à l'égalité des chances. Le graphique montre que les pays de l'OCI sont pires que tous les autres groupes de pays en matière d'égalité des chances. Les pays de l'OCI marquent un score médiocre de 4,3 sur l'échelle de l'égalité des chances (dix étant le score le plus élevé possible) alors que d'autres pays en développement obtiennent 5,2, les pays avancés 8,4, et la moyenne mondiale est de 5,0. Sans aborder le problème de l'inégalité dans les pays de l'OCI, il sera très difficile d'accroître la mobilité sociale. Toutefois, les pays de l'OCI devraient veiller à ce que des mesures politiques prises pour réduire les inégalités et d'accroître la mobilité sociale n'aient pas d'impact négatif sur l'efficacité et la croissance à long terme.

Que doit-on faire pour améliorer la mobilité sociale dans les pays de l'OCI? Les principaux facteurs qui déterminent la réussite individuelle comprennent les capacités héritées ainsi que les caractéristiques environnementales. Des facteurs tels que les normes sociales et l'éthique de travail ne sont pas directement liés à des questions de politique, mais les facteurs affectant la formation du capital humain par le biais de divers programmes de soutien public dans l'éducation sont très critiques du point de vue politique (OCDE, 2011). Étant donné les liens directs entre le développement du capital humain et croissance de la productivité du travail, l'égalité des chances pour la réussite scolaire est un élément important dans la promotion de la mobilité sociale dans les pays de l'OCI.

Des études empiriques de la mobilité suggèrent que la transmission du statut économique entre les générations est plus élevé dans les pays en développement que dans les pays avancés (e.g., Solon, 2002). Cela indique que la mobilité sociale dans un pays augmentera avec le développement économique et l'amélioration du système éducatif. La preuve du Moyen-Orient, cependant, suggère que ce ne soit pas toujours le cas. Binzel (2011) décrit les profonds changements dans la mobilité éducative et économique entre les générations en Egypte en fournissant de preuve quantitative, microéconomique d'une baisse de la mobilité sociale parmi les jeunes bien-instruits en Egypte.

Une explication plausible du niveau d'instruction plus élevé mais la faible mobilité sociale à travers le Moyen-Orient serait due au mauvais fonctionnement du marché de travail. Les marchés du travail au Moyen-Orient sont caractérisés par un secteur public dominant et un secteur privé très réglementé qui limitent la capacité du marché de travail d'accueillir de nouveaux talents et d'utiliser leurs compétences (Binzel, 2011). Lorsque la croissance de la réussite scolaire ne se traduit pas par des résultats économiques correspondant, une nouvelle génération sera liée par un environnement déterminé par le contexte parental. Il ne devrait pas être une surprise pour les jeunes de montrer leur mécontentement d'une manière ou d'une autre lorsque des jeunes bien éduqués ne connaissent pas un changement considérable dans leur statut social en dépit de leur énorme investissement dans l'éducation.

Afin d'améliorer l'égalité et la mobilité sociale, des mesures devraient être prises non seulement pendant la transition de l'école au travail, mais aussi les efforts doivent être entrepris dans les premières années de la vie individuelle et d'un suivi tout au long de son / sa vie, comme l'a récemment développé le gouvernement du Royaume-Uni. La littérature suggère que les enfants des milieux défavorisés qui ont montrés des premiers signes de capacité élevée ont tendance à se replier par rapport à des enfants plus favorisés qui ne sont pas si bien performant. (Feinstein, 2003). Les enfants les plus pauvres ont généralement un poids inférieur à la naissance, moins en bonne santé et des troubles comportementaux, ainsi qu'un faible développement personnel, social et émotionnel. Par

conséquent, l'intervention précoce est cruciale pour assurer l'égalité des chances pour l'accomplissement des vrais potentiels des personnes.

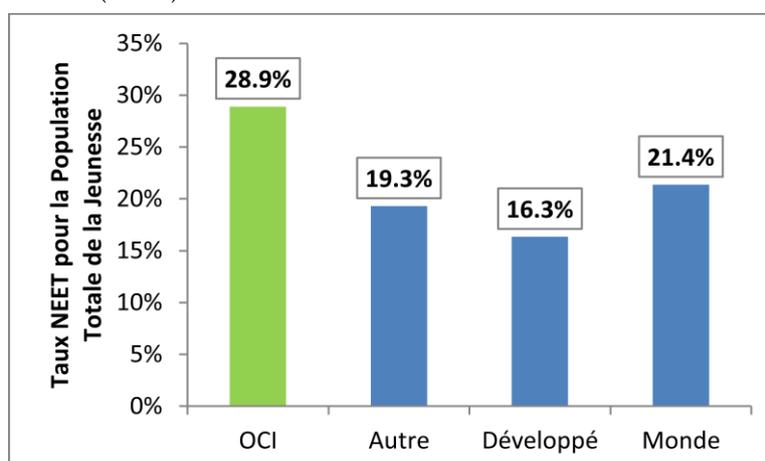
Pendant les années d'école, les enfants développent des compétences, qualifications et aspirations qui sont cruciales dans la détermination de leurs futurs parcours de vie. Il ya des lacunes importantes à émerger et élargir au niveau scolaire et la réussite scolaire des enfants venus d'horizons divers au cours de cette période. Pendant la transition vers le travail, beaucoup de jeunes ne parviennent pas à réaliser leur potentiel, avec une certaine chute de l'éducation, de l'emploi et de la formation dans l'ensemble. Les jeunes sans emploi ne suivant ni études ni formation (NEET) peuvent subir des effets négatifs à long terme dans leur statut social. Dans le marché du travail, les gens ont tendance à progresser vers de meilleurs emplois avec de meilleurs résultats lorsqu'ils deviennent plus expérimentés. Cependant, certains jeunes adultes, en particulier les moins qualifiés ont peu de chance de progresser et bénéficient de peu de seconde chance pour réussir grâce à l'apprentissage de nouvelles compétences. En particulier les femmes et les jeunes ayant de faibles qualifications font face à des défis particuliers pour trouver un emploi ou d'obtenir des salaires compétitifs dans leur vie professionnelle (UK Government, 2011).

Dans cette perspective, afin d'améliorer la mobilité sociale dans les pays de l'OCI, une approche globale devrait être élaborée qui englobe les étapes critiques du développement individuel du soin de la petite enfance à l'école et de l'enseignement supérieur à la transition vers le travail et les progrès dans le marché du travail. Cela nécessite l'attention et l'action de tous les acteurs concernés. Les gouvernements de l'OCI devraient assurer un accès égal aux opportunités, les organisations de la société civile devraient soutenir les personnes défavorisées à réussir, les établissements d'enseignement devraient tenir compte du contexte diversifié d'étudiants dans leurs efforts pour obtenir une éducation de bonne qualité et les acteurs du marché du travail devraient être flexibles à donner une seconde chance à ceux qui ne parviennent pas à s'adapter à l'environnement de travail.

4.2 Inclusion des Jeunes dans la Société

L'inclusion sociale est un processus dans lequel des individus ou des communautés entières acquièrent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale, culturelle et politique de leurs sociétés. Pendant que la plupart de la littérature met l'accent sur la dimension économique de l'inclusion des jeunes, nous croyons fermement que cette focalisation unidimensionnelle n'est pas

Graphique 17: Jeunes qui ne sont pas dans l'Éducation, l'Emploi ou la Formation (NEET)



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur la banque mondiale utilisant les données les plus récentes jusqu'à l'année 2012. Les données disponibles pour un total de 45 pays dont 8 Etats membres de l'OCI (Bénin, Egypte, Indonésie, Jordanie, Mali, Togo, Turquie et Yémen)

valable pour les pays de l'OCI et à la place nous allons considérer l'inclusion sociale des jeunes à la fois à travers les domaines économiques et politiques.

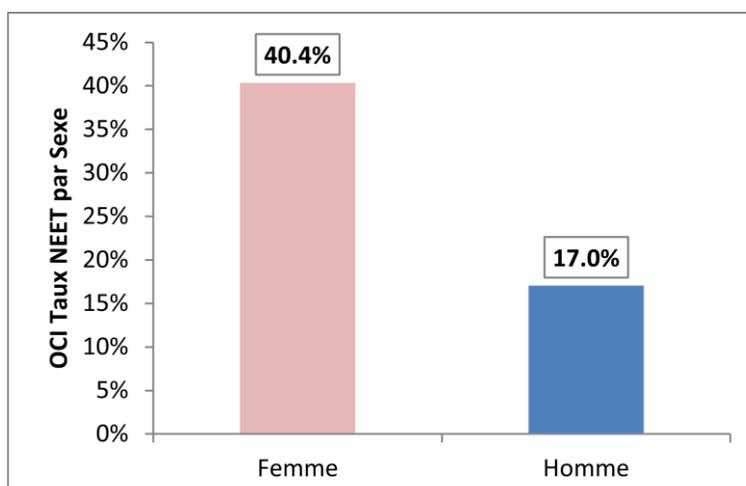
Du domaine économique, la meilleure mesure de protection contre l'exclusion des jeunes est de maximiser la participation des jeunes à l'éducation et au marché du travail et à maximiser l'opportunité des jeunes dans l'accomplissement de leurs aspirations pour l'achat d'une maison et fonder une famille. Cependant, un pourcentage croissant de jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas en mesure de répondre à ces aspirations. La raison de ceci réside dans le fait que 28,9% des jeunes dans les pays de l'OCI sont exclus de l'éducation, de l'emploi et de la formation comme le montre le graphique 17. Le taux NEET (jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi et la formation) pour les pays de l'OCI est supérieur à celui observé dans d'autres pays en développement (19,3%), les pays avancés (16,3%) et le monde (21,4%).

La jeunesse, cependant, n'est pas un groupe homogène. Dans les rangs des jeunes il y a des groupes qui sont très vulnérables et victimes d'exclusion sociale tels que les femmes. Comme le graphique 18 le montre le taux de NEET des jeunes femmes dans les pays de l'OCI (40,4%) est plus que le double de celui des jeunes hommes (17%).

Un autre groupe de jeunes vulnérables et soumis à l'exclusion est la jeunesse vivant dans les zones rurales. Le pourcentage de la population de l'OCI vivant dans les zones rurales est de 45,9 (calculs du personnel de SESRIC pour l'année 2013 sur la base de données de la Banque Mondiale) et les jeunes dans l'espace rural rencontrent des niveaux plus élevés de pauvreté, et un moindre accès à la technologie et l'infrastructure de télécommunication, des possibilités d'éducation et du marché de travail.

Dans l'ensemble, comme le montre le graphique 19, la participation politique dans les pays membres de l'OCI est encore faible. En tant que groupe, ils ont enregistré un faible score de 4,7 en termes d'indice de participation politique (le meilleur score possible est de 10) alors que d'autres pays en développement obtiennent 6,3, les pays avancés 8,7, et la moyenne mondiale est de 5,9. Le même fait peut aussi être vu lors de l'évaluation de l'intégration politique et sociale. Les pays de l'OCI obtiennent un faible score de 4,3 sur l'indice de l'intégration politique et sociale, tandis que, d'autres pays en développement obtiennent 5,4, les pays en développement 7.9 et la moyenne mondiale est de 5,2 (Figure 20).

Graphique 18: NEET des Jeunes de l'OCI selon le sexe

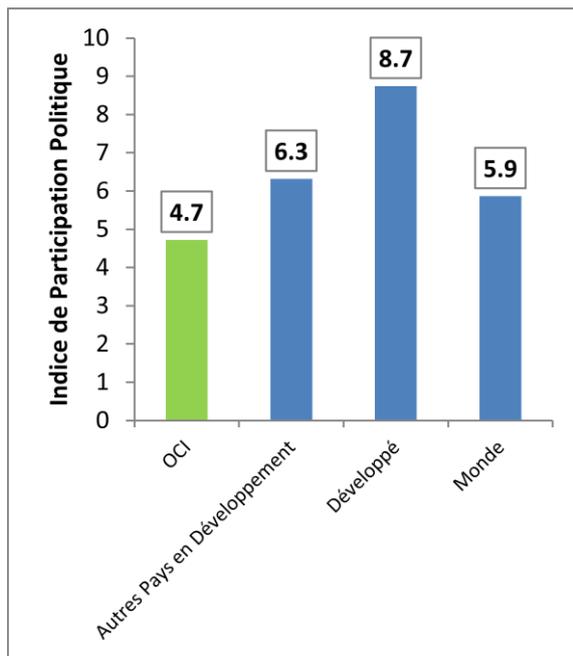


Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur la banque mondiale utilisant les données les plus récentes jusqu'à l'année 2012. Les données disponibles pour un total de 45 pays dont 8 Etats membres de l'OCI (Bénin, Egypte, Indonésie, Jordanie, Mali, Togo, Turquie et Yémen)

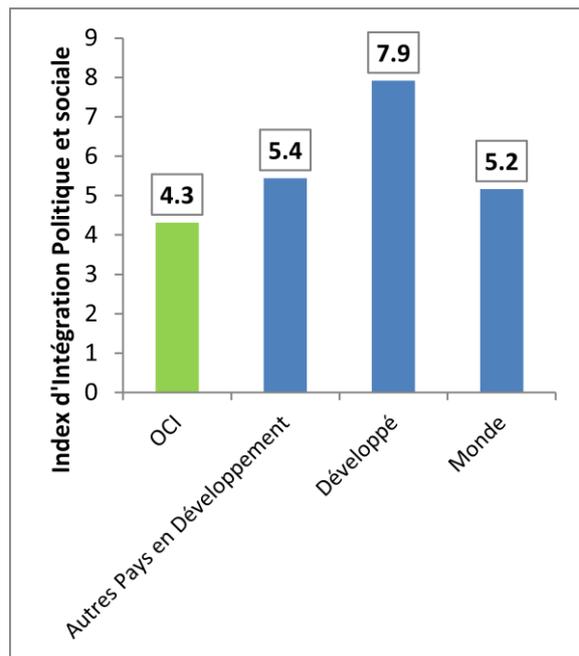
Les domaines économiques et politiques de l'inclusion des jeunes dans la société sont très liés entre eux. Les gouvernements sont donc invités à reconnaître l'importance d'adopter une approche multidimensionnelle pour aborder la question de l'inclusion des jeunes dans la société. Sur le front économique: les pays de l'OCI doivent améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, l'éducation et à la formation. En particulier; les jeunes sans diplômes universitaires et qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation doivent avoir l'accès à des programmes adaptés à leurs besoins et aux besoins du marché de travail. Sur le plan politique: de nouvelles politiques et initiatives devraient être prises et destinées à permettre une plus grande participation des jeunes aux décisions politiques et socio-économiques en vue de rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions publiques.

En outre, le défi de l'inclusion des jeunes dans la société ne doit pas être laissé seulement au gouvernement. Le gouvernement, le secteur privé, les ONG et les jeunes eux-mêmes devraient travailler en tant que partenaires en matière de questions liées à l'inclusion des jeunes dans la société.

Graphique 19: Participation Politique



Graphique 20: Intégration Politique et Sociale



Source Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'indice 2014 de transformation de BTI. Données disponibles pour un total de 128 pays, dont 47 sont des états membres de l'OCI.

4.3 Dépendances des Jeunes sur le Tabac, l'Alcool, la Drogue, et la Technologie

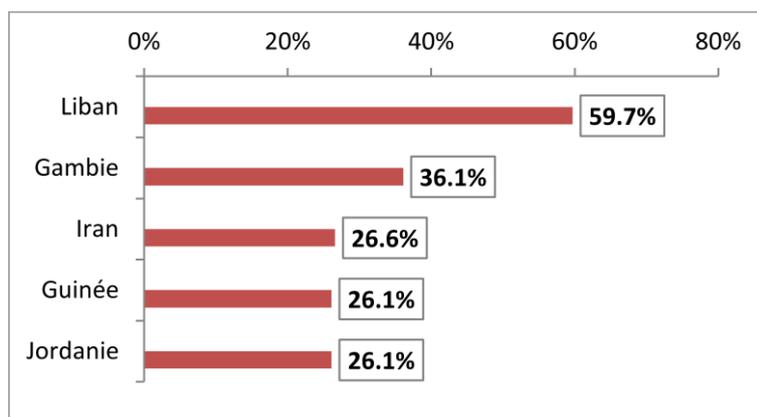
Le Tabac

Chez les jeunes, les conséquences du tabagisme à court terme comprennent des effets respiratoires et non respiratoires, de la dépendance à la nicotine, et le risque associé d'autres drogues. Les conséquences du tabagisme des jeunes à long terme sont renforcées par le fait que la plupart des jeunes qui fument régulièrement continuent de fumer à l'âge adulte (Centers for Disease Control and Prevention, 1994). Le taux d'utilisation des produits du tabac chez les jeunes de l'OCI est de 14,7%, ce qui est légèrement élevé que la moyenne mondiale 14,3% (calculs du personnel de SESRIC pour

l'année 2010 sur la base des statistiques de l'OMS). L'épidémie de l'utilisation de produits du tabac chez les jeunes n'est pas homogène dans tous les pays de l'OCI dont certains pays enregistrent des taux alarmants comme le montre le graphique 21.

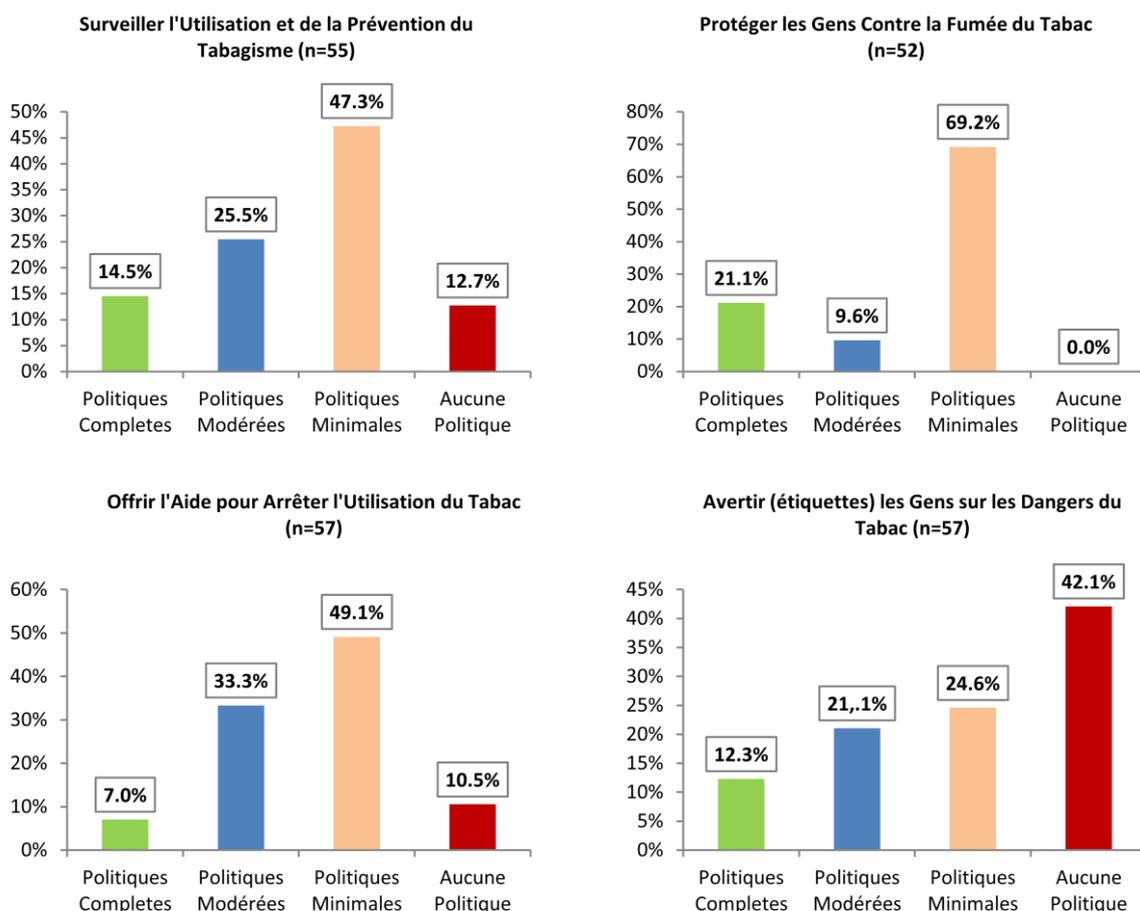
Au fil des ans, les pays membres de l'OCI se sont efforcés et ont pris diverses initiatives législatives et administratives pour exécuter les mesures prescrites par l'Organisation Mondiale de la

Graphique 21: Top 5 des Pays de l'OCI en Utilisation de Produits du Tabac par les Jeunes, 2010



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'OMS

Graphique 22: État des Mesures MPOWER Mise en place dans les Pays de l'OCI



Source: Rapport d'OMS sur l'épidémie mondiale de tabac, 2013

Santé Convention-Cadre pour la Lutte Antitabac (CCLAT OMS). En septembre 2013, 53 pays membres de l'OCI sont signataires de la CCLAT OMS. 35 des 41 pays membres avec des données ont une législation complète pour lutter contre le tabagisme et 47 sur 56 membres avec des données ont une agence nationale de lutte contre le tabagisme (SESRIC, 2013a).

Malgré cela, les pays de l'OCI ont encore un long chemin à parcourir dans la lutte contre l'utilisation des produits du tabac par la population générale dans son ensemble et par les jeunes en particulier, comme en témoigne l'état d'exécution des mesures "MPOWER" ¹ au sein des pays de l'OCI. Le graphique 22 révèle que seulement 14,5% des pays de l'OCI ont des politiques complètes pour la surveillance de l'usage du tabac et la prévention. Seulement 21,1% des pays de l'OCI ont des politiques complètes pour protéger les gens contre la fumée de tabac. Simplement 7,0% des pays de l'OCI ont des politiques complètes d'offre d'aide pour cesser l'usage du tabac et seulement 12,3% des pays de l'OCI ont des politiques complètes pour avertir les gens sur les dangers du tabac.

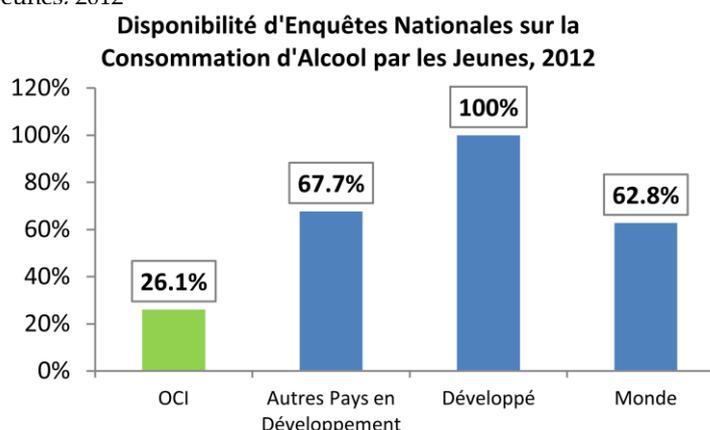
L'Alcool

Il y a très peu de données sur la consommation d'alcool chez les jeunes dans les pays de l'OCI où seulement 26,1% des pays de l'OCI ayant des enquêtes nationales sur la consommation d'alcool chez les jeunes par rapport à 67,7% dans les autres pays en développement, et de 100% dans les pays avancés (voir Figure 23). Cependant, nous pouvons supposer que le taux de consommation d'alcool chez les jeunes dans les pays de l'OCI est faible par rapport à d'autres groupes de pays. La raison derrière notre hypothèse est le fait que dans les pays islamiques la consommation d'alcool est considérée comme une déviation par rapport aux enseignements du Saint Coran et de l'Islam et que la consommation d'alcool est associée à une stigmatisation sociale fortement négative. Notre hypothèse est soutenue par les conclusions de l'Organisation Mondiale de la Santé qui stipule « la consommation est la plus élevée est dans les pays d'Europe de l'Est où la consommation totale d'adulte par habitant varie de 15 à 21 litres par an, et est plus faible en Afrique du Nord, la Méditerranée orientale, du Sud Asie centrale, Asie du Sud-Est et les îles indonésiennes où la majorité de la population s'abstient (OMS, 2010) ».

Les Drogues

Pour des raisons religieuses et sociales mentionnées ci-dessus l'usage de drogues illicites chez les jeunes dans les pays de l'OCI est limité en comparaison avec d'autres groupes de pays, comme illustré dans le graphique 24. En dépit de cela, les pays de l'OCI doivent garder un œil vigilant sur la consommation d'alcool et l'usage de drogues chez les jeunes. La plupart des pays de l'OCI sont dynamiques et en constante évolution avec une grande population de jeunes qui connaissent des niveaux de stress énormes. Cela pourrait conduire à une augmentation de la consommation d'alcool et de drogues chez les jeunes. Notre préoccupation n'est pas mal placée et l'histoire de

Graphique 23: Enquêtes Nationales sur la Consommation d'Alcool des Jeunes. 2012



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'OMS. Données disponibles pour un total de 172 pays, dont 46 États membres de l'OCI

¹ MPOWER est un ensemble de politiques mis en place par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour aider à l'exécution au niveau des pays des interventions efficaces pour réduire la demande de tabac.

tramadol en Egypte et Gaza (Fawzui, 2011) et l'histoire de Bonzai en Turquie justifie nos préoccupations. Pour cette raison, les pays de l'OCI sont invités à prendre des mesures pour réduire la demande de drogues, réduire l'offre, contrer le blanchiment d'argent et de promouvoir la collaboration entre les institutions publiques, les ONG et la société dans la lutte contre les drogues.

La Technologie

Alors que les nouveaux outils de technologie (c.-à-d. internet, téléphones intelligents, tablettes) offrent des possibilités à la jeunesse pour l'apprentissage, la communication, le divertissement et la qualification des compétences; ils peuvent aussi mener à la dépendance à la technologie qui est la contrainte habituelle de se livrer à utiliser la technologie au lieu d'aborder les problèmes de la vie (Young & de Abreu, 2010). Certains chercheurs ont associé l'utilisation excessive de ces nouveaux outils technologiques à la dépendance puisque la plupart des comportements ressemblent à ceux associés à l'usage de drogues et d'alcool. (Byun et al., 2008.)

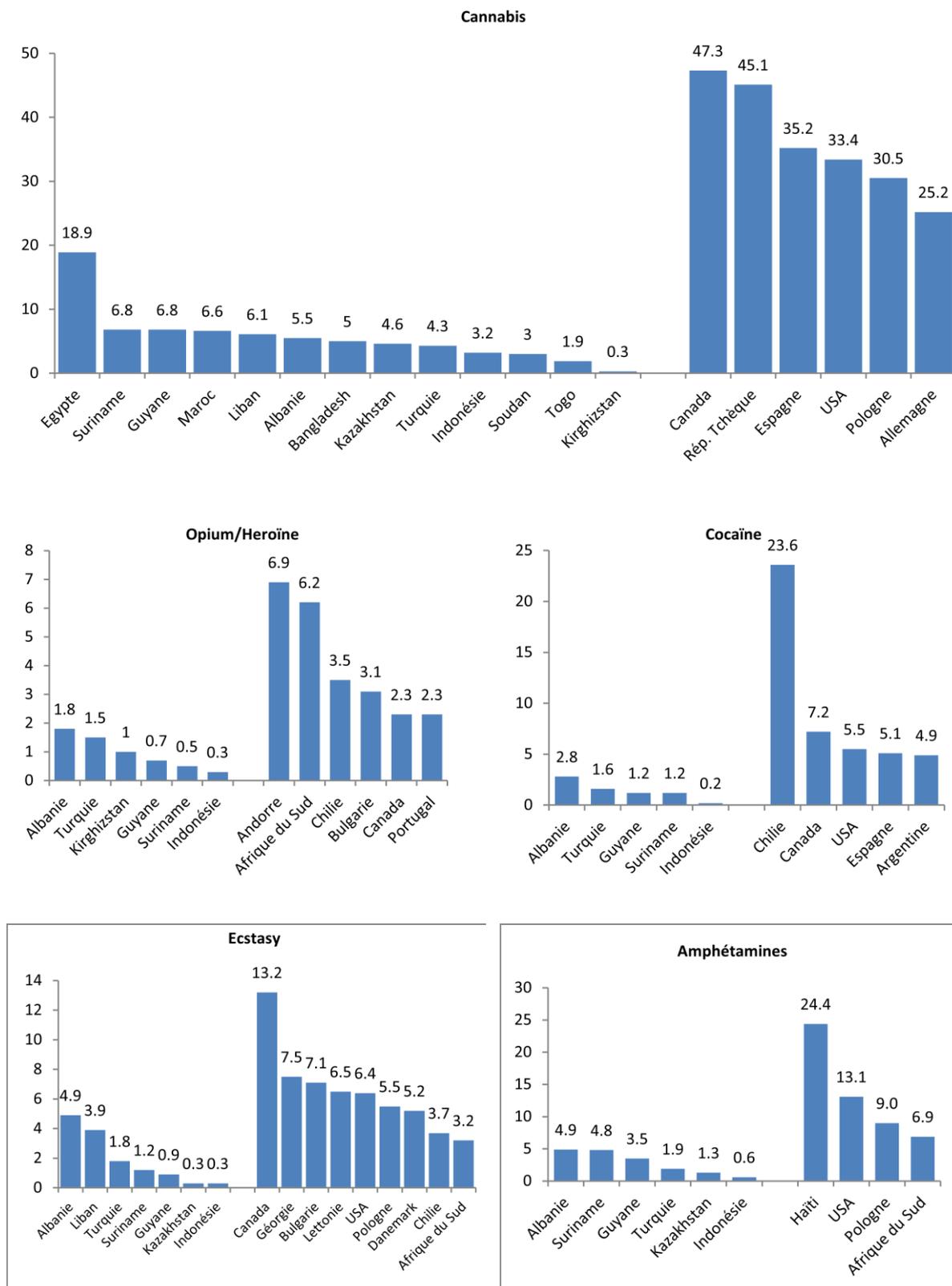
Dans les pays de l'OCI peu d'études existent quant à la dépendance de la jeunesse sur la technologie, mais ces quelques études jettent quelques lumières sur la question. Une étude a révélé que les jeunes Émiriens dépensent 9,9 heures en moyenne par jour dans les médias - plus que le temps qu'ils dorment. La même étude a révélé que les jeunes Émiriens dépensent autant de temps sur Internet qu'ils le font dans les activités combinées de lecture de magazines, journaux et livres (Walters et al. 2005). Une autre étude a révélé que 40% des jeunes d'EAU sont accros à l'utilisation de la technologie et passent près de 10 heures par jour sur les médias sociaux et d'autres médias. (Hashem & Smith, 2010.)

Le problème posé par ces nouveaux outils technologiques aux pays de l'OCI s'établit en assurant que les jeunes utilisent ces nouveaux outils technologiques de façon responsable et productive. Cela nécessite que les responsables de l'éducation et les parents à considérer l'utilisation potentielle et l'abus potentiel de ces nouveaux outils technologiques et de fournir une structure bien définie pour l'adoption de la technologie par les jeunes de l'OCI qui se traduira dans des habitudes saines vis-à-vis de la technologie.

4.4 Migration des Jeunes

Au meilleur de notre connaissance, il n'y a aucune étude qui décrit la migration des jeunes dans les pays de l'OCI. Bien que la littérature sur la migration des jeunes en général soit peu fréquente, le Rapport Mondial sur la Jeunesse de l'ONU (2013) stipule que « *Les jeunes migrants constituent une proportion relativement importante de la population migrante mondiale* ». En conséquence, les statistiques de migration totale peuvent être utilisées comme une approximation des statistiques de la migration des jeunes.

Graphique 24: L'Usage de Drogues chez les Jeunes (% Qui ont déjà utilisé, 2011 ou dernières données)



Source: Bureau des Nations Unies sur les drogues et le crime (UNODC)

SESRIC (2013b) estime que le nombre d'émigrants internationaux de l'OCI atteindra 60 millions en 2015. Ceci est un nombre significatif et peut être expliqué par le modèle « Incitation - Attraction – Facilitation » proposé par le SESRIC (2014A). Les facteurs d'incitation sont des facteurs conduisant les gens en dehors de leur pays d'origine, les facteurs d'attraction sont des facteurs qui attirent les gens vers le pays de destination, et les facteurs de facilitation sont des facteurs facilitant le processus d'immigration du pays d'origine vers le pays de destination. L'un des principaux facteurs d'incitation est le manque d'intégration des jeunes dans la société de l'OCI (voir section 4.2). Les autres facteurs d'incitation comprennent: les bas salaires, le chômage et le sous-emploi, les mauvaises conditions de travail, l'instabilité politique (tels que les guerres civiles en Syrie, l'Irak, du Sud & de l'Ouest du Soudan, Afghanistan, etc.), la mauvaise gouvernance, le manque de liberté, de discrimination dans les nominations, la corruption et la pauvreté. Les facteurs d'attraction comprennent: des revenus plus élevés, de meilleures conditions de travail, de meilleures perspectives d'emploi, des niveaux de vie élevés, liberté et stabilité politique. Les facteurs de facilitation comprennent: la mondialisation qui a augmenté la mobilité des personnes à travers les frontières des pays, l'internationalisation des professions et des marchés professionnels, qui a également conduit à une augmentation du niveau de mobilité des personnes tel que décrit dans les œuvres de Carr et al. (2005), et les progrès de la technologie de l'information et de la communication. Les progrès de la technologie de l'information et de la communication (TIC) affectent davantage les jeunes que la population générale en raison de l'adoption des TIC par les plus jeunes (voir des preuves anecdotiques fournies dans la section 4.3.4). Les TIC offrent un accès facile à l'information sur les possibilités d'emploi à l'étranger et un accès facile aux communications bon marché (c.-à-d. Skype, WhatsApp, Viber, etc.). Aussi les réseaux sociaux (tels que Facebook), en particulier, jouent un rôle important dans le processus de migration des jeunes en leur facilitant l'immigration à des endroits où des membres de leur réseau résident.

Les effets de la migration sont complexes, difficiles à quantifier, et sont un sujet à polémique. De nombreux articles prétendent que l'immigration a des effets positifs sur les pays d'origine (voir Commander et al. 2004, Docquier & Rapoport 2012, and Gibson & McKenzie 2011). Ces articles construisent leurs argumentations sur les principes que l'immigration est accompagnée d'envois de fonds vers le pays d'origine qui sert comme un coup de fouet à l'économie, l'accroissement du commerce à la suite des activités de la diaspora, d'expertise et savoir-faire intentée par les émigrants de retour, et un effet positif sur l'accumulation de capital humain à cause de personnes s'efforçant à atteindre des niveaux élevés d'éducation et de professionnalisme dans l'espoir d'émigrer. La littérature ci-dessus sur les avantages de l'immigration pour les pays d'origine peut être mieux décrite comme étant théorique, fondé sur l'analyse d'équilibre partiel statique ou des preuves anecdotiques (voir 2014A SESRIC pour une discussion détaillée sur cette question).

Les jeunes qui sont laissés par leurs parents migrants sont fortement affectés par l'immigration. La majorité des pays de l'OCI ont des valeurs traditionnelles et conservatrices où la famille est considérée comme la pierre angulaire de la société. Le rôle de guidage des jeunes est effectué par les familles et l'absence de l'un des parents a des conséquences graves sur le développement social, psychologique et émotionnel des jeunes et sur leur transition vers l'âge adulte. En outre, les jeunes laissés par leurs parents migrant ont à assumer des responsabilités précédemment assumées par leurs parents. Ceci est particulièrement vrai pour les fils et les filles aînées et ces responsabilités supplémentaires peuvent affecter le rendement scolaire des jeunes et dans les cas extrêmes conduire à leur sortie de l'école.

Aborder les effets de la migration sur la jeunesse exige que les pays de l'OCI prennent en compte les facteurs d'incitation et d'attraction décrits précédemment dans cette section. Bien sûr, la migration est une réalité de la vie à travers l'histoire humaine et elle se poursuivra. Ainsi, pour les jeunes qui ont déjà migré ou ont l'intention de migrer, les pays de l'OCI doivent créer des modalités à travers lesquelles les émigrants peuvent être impliqués dans le développement de leur pays pendant qu'ils sont à l'étranger. À cet égard, trois mécanismes ressortent: premièrement, les pays de l'OCI ont besoin d'établir des réseaux de la diaspora avec l'objectif de sécurisation des communications efficaces et l'échange d'idées entre les émigrants et leurs pairs à la maison, à son tour, fera en sorte que les émigrants contribuent au développement économique et social de leurs pays d'origine. Deuxièmement, les pays de l'OCI doivent encourager le transfert de connaissances et d'expertise des émigrants. Troisièmement, les pays de l'OCI doivent développer une association commerciale avec la participation des émigrés et leurs homologues dans le pays d'origine. L'objectif de ces associations commerciales est de maximiser les avantages d'avoir une diaspora bien connectée sur les opportunités commerciales et d'affaires pour le pays d'origine. Comme pour les jeunes qui ont été abandonnés par leurs parents migrants, les pays de l'OCI doivent identifier ces jeunes comme « *groupe à risque et vulnérable* » et développer des programmes les ciblant à la fois au niveau de l'école et au niveau communautaire dans le but de leur fournir des conseils et assurer leur réussite scolaire.

5 Les Jeunes et la Santé Mentale

Les jeunes sont plus à risque d'être victime d'une gamme de problèmes de santé mentale dans leur transition de l'enfance à l'âge adulte (Kessler et al, 2005) et ces problèmes de santé mentale impactent négativement sur le développement des jeunes, la qualité de vie et la capacité à participer pleinement à leurs communautés (Fisher et de Mello, 2011). C'est pourquoi il est primordial que les décideurs dans les pays de l'OCI élaborent des politiques, législations, et prévoient d'améliorer l'état de santé mentale, d'allouer des ressources pour établir des structures de santé mentale et de renforcer les capacités des ressources humaines en santé mentale, et de fournir des services de santé mentale pour les jeunes qui sont dans le besoin. Les paragraphes suivants présentent l'état actuel des politiques de santé mentale, des structures, des ressources humaines et des services dans les pays de l'OCI et discute de facteur affectant la santé mentale des jeunes dans les pays de l'OCI.

5.1 État des Politiques de Santé Mentale, Structures, Ressources Humaines et Services

Politiques, Législations et Plans de Santé Mentale

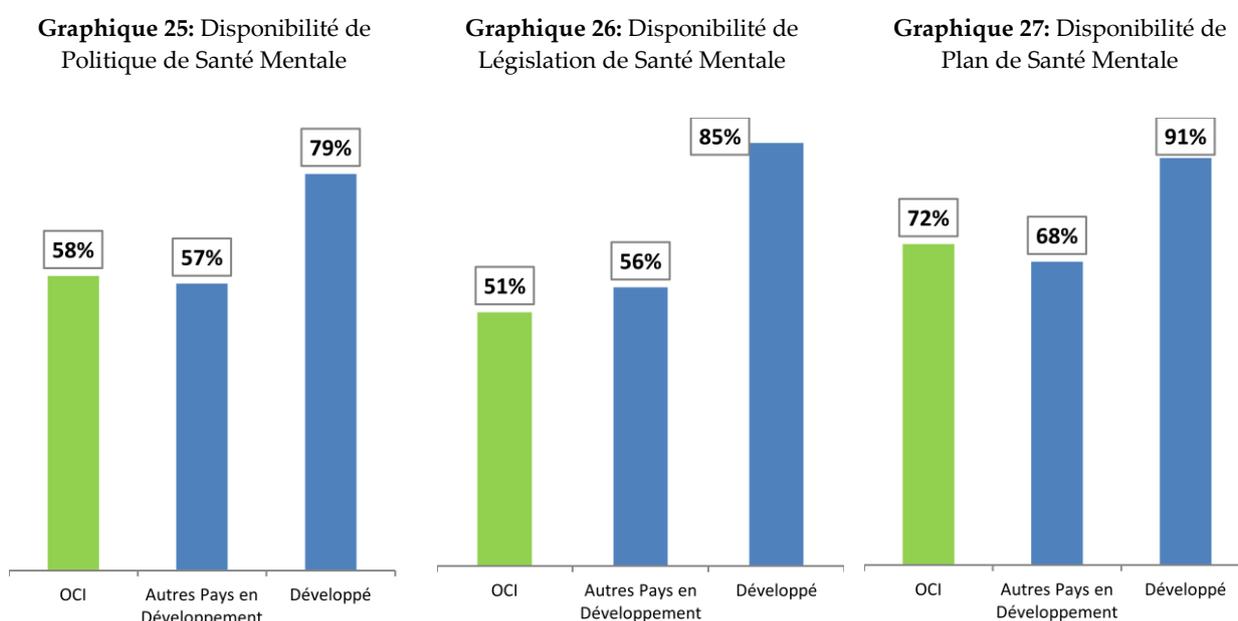
Dans 58% des pays de l'OCI, il existe une politique de la santé mentale. Ce pourcentage est comparable à d'autres pays en développement (57%), mais il est loin des pays avancés, où 79% des pays disposent d'une politique de santé mentale (voir Figure 25.). De même, une législation de santé mentale est disponible dans 51% des pays de l'OCI par rapport à 56% dans les autres pays en développement et 85% dans les pays avancés (voir Figure 26). En ce qui concerne la disponibilité d'un plan de santé mentale, 72% des pays de l'OCI ont un plan de santé mentale par rapport à 68% d'autres pays en développement et 91% des pays avancés (voir Figure 27). Ces chiffres montrent que les pays de l'OCI ont une grande marge pour améliorer l'état de santé mentale. À cet égard, l'OCI peut jouer un rôle important de plaidoyer en veillant à ce que les pays membres de l'OCI qui ne disposent pas encore d'une politique de santé mentale ou législation ou de plan puissent en développer une.

5.1.2 Établissements de Santé Mentale

Le graphique 28 montre la disponibilité des services ambulatoires de santé mentale, des structures de traitement de jour de santé mentale, les établissements résidentiels communautaires et les hôpitaux psychiatriques au sein des pays membres de l'OCI dans une optique de comparaison avec d'autres groupes de pays. Il est évident à partir de le graphique 28 qu'il y a un manque important de services de santé mentale dans les pays de l'OCI où ils ne sont pas seulement en retard sur les pays avancés dans ce domaine important, mais aussi sérieusement encore à la traîne d'autres pays en développement.

5.1.3 Ressources Humaines en Santé Mentale

Le nombre de psychiatres, d'infirmières, de travailleurs sociaux et psychologues qui travaillent dans le secteur de la santé mentale est présenté dans le graphique 29. À l'exception des travailleurs sociaux,



Source: OMS, 2011. Données disponibles pour un total de 179 pays dont 53 sont des États Membres de l'OCI

le nombre de personnel professionnel de santé mentale dans les pays de l'OCI est significativement inférieur à celui disponible dans les pays avancés et très inférieure à celui des autres pays en développement.

5.1.4 Services de Santé Mentale

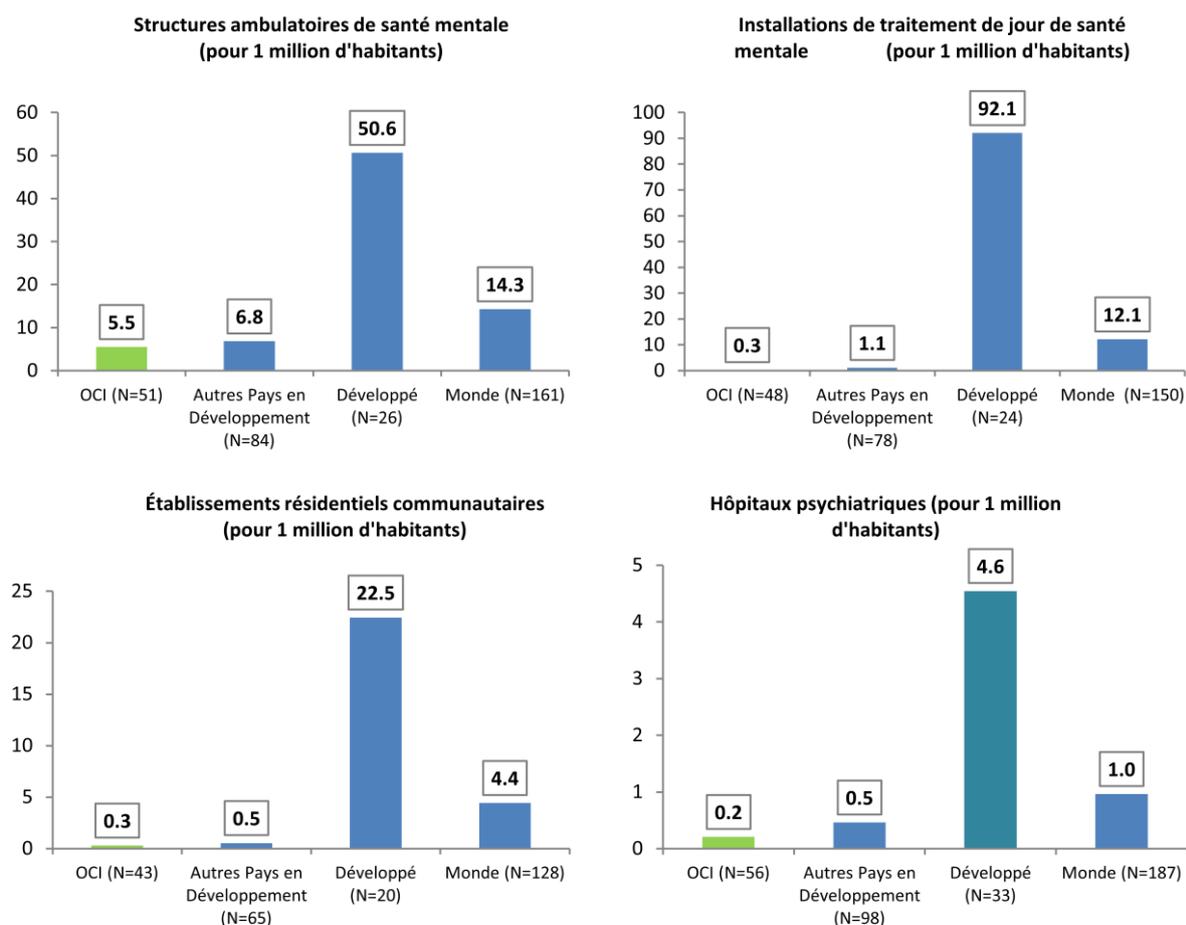
L'étendue des services de santé mentale pour les victimes de violence dans les pays membres de l'OCI peut être décrite comme « à grande échelle » dans seulement 38% des pays de l'OCI alors que dans 44% des pays de l'OCI l'ampleur des services de santé mentale pour les victimes de violence est limitée et 18 % des pays de l'OCI ne proposent aucun service. Ces pourcentages se comparent faiblement par rapport à la fois aux pays avancés et autres pays en développement comme le graphique (16) le montre.

5.2 Santé Mentale des Jeunes

Comme la section précédente le démontre; la faiblesse des politiques de santé mentale, des structures, des ressources humaines et des services dans les pays de l'OCI laisse les jeunes avec peu de chance de réadaptation et d'intégration sociale. Cela conduit à des risques comportementaux tels que l'utilisation de substance, de comportement dangereux et de la violence (Patel et al. 2007). Le résultat est qu'un pourcentage élevé de jeunes ayant des problèmes de santé mentale finissent par enfreindre la loi et de se retrouver en prison. Comme une question de fait, la grande majorité des jeunes délinquants souffrent d'un certain état de santé mentale (Glaser et al. 2001.)

À cause des raisons culturelles de nombreux jeunes dans les pays de l'OCI ont tendance à exprimer leurs problèmes de santé mentale non pas comme un problème psychologique, mais en tant que symptômes physiques. Leurs objectifs est d'éviter la stigmatisation associée à la maladie mentale. Les jeunes sont plus touchés par la stigmatisation et la sensation de gêne d'où ce qui les empêcher de demander de l'aide qui à son tour conduit à d'importants obstacles à la prestation de services de santé mentale pour les jeunes. La question de stigmatisation est aggravée par le manque de services de santé mentale adéquats dans les pays de l'OCI. Dans un tel contexte, un cercle vicieux est formé; la

Graphique 28: Services de Santé Mentale

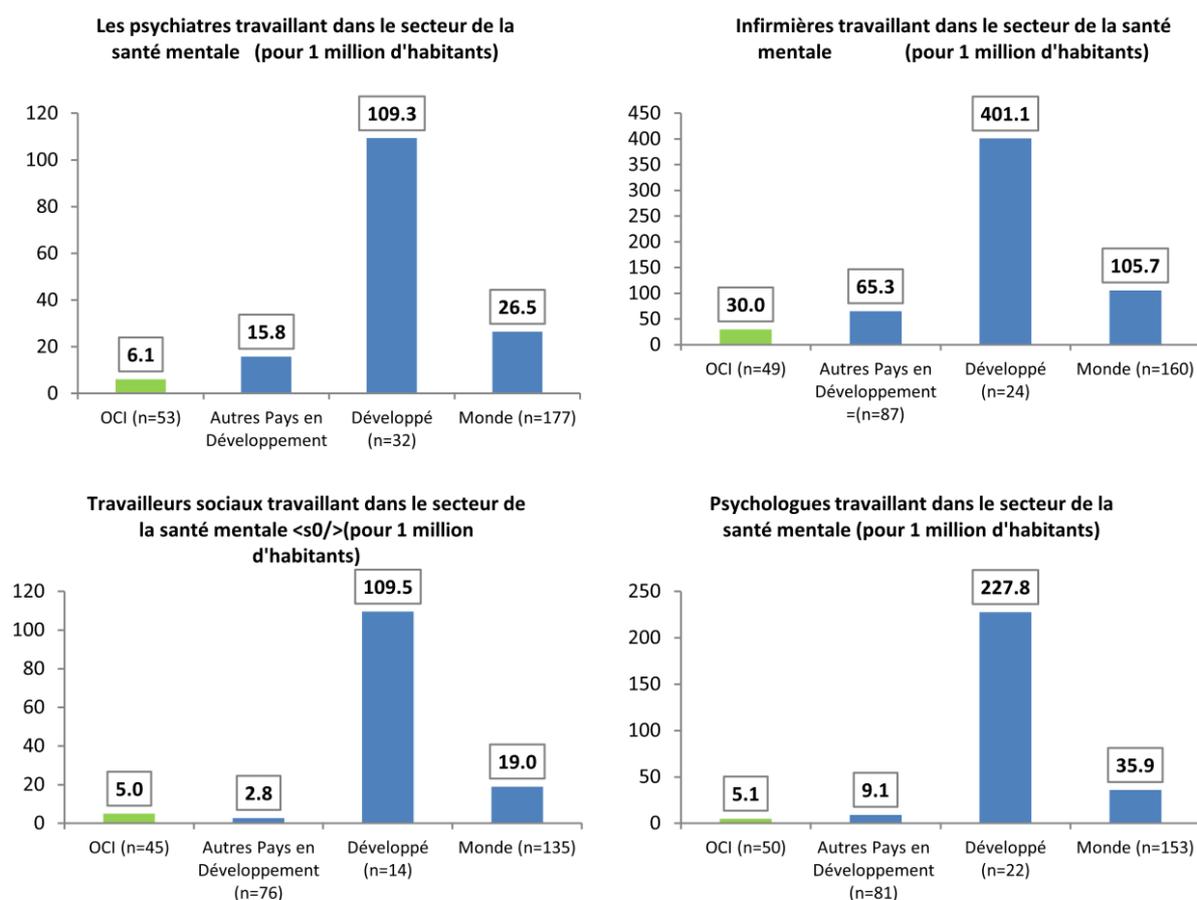


Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'OMS, 2011.

stigmatisation crée des obstacles à la prestation de services de santé mentale pour les jeunes alors que le manque de services de santé mentale adéquats pour les jeunes amplifie le problème de la stigmatisation.

Un autre facteur qui affecte négativement la santé mentale des jeunes dans les pays de l'OCI, est la guerre et les conflits. Selon le Human Security Report Project (HSRP), au cours de la période 1946-2005, 53 pays membres de l'OCI ont passé un total de 621 ans dans les conflits, ou 11,7 ans par pays. Près de 3 millions de personnes sont mortes dans les pays de l'OCI au cours de ces conflits, ou plus de 4600 par conflit. Cette moyenne est presque la même pour les 107 pays non membres de l'OCI avec 11 années de conflit (SESRIC, 2014b) L'Exposition à la guerre et le conflit demeurent l'un des plus grands facteurs de risque de Trouble de Stress Post-Traumatique (TSPT) et d'autres problèmes de santé mentale chez les adolescents (Attanayake et al. 2009; Barenbaum et al. 2004). L'incidence de TSPT chez les enfants et les adolescents touchés par les conflits (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) varient de 25 pour cent à 75 pour cent pour l'ensemble des études (Dyregrov et Yule, 2006.) En outre; dans les situations de conflit, les enfants et les adolescents ont souvent des taux anormalement élevés de morbidité et de mortalité par rapport aux adultes (Attanayake et al, 2009; Bellamy, 2005).

Graphique 29: Ressources Humaines en Santé Mentale



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'OMS, 2011.

Sur le côté positif, les pays de l'OCI bénéficient d'un facteur important qui est l'Islam. La majorité des gens au sein des pays de l'OCI se considèrent religieux; un fait mis en évidence par les résultats de sondage Gallup 2010, dont environ 90 pour cent des adultes résidant dans pays membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) considèrent la religion comme un élément important de leur vie quotidienne (Crabtree, 2010). L'Islam affecte positivement le comportement et les attitudes des jeunes et les protège contre des lésions auto-infligées. La religion et la spiritualité ont été identifiées comme des sources convaincantes d'influence de développement. (Benson et al. 2003; Kerestes & Youniss, 2002). Aussi, plusieurs études démontrent la preuve que la religion agit comme un tampon contre des comportements à risque et un support pour des attitudes et des actions positives chez les jeunes. (Donahue & Benson 1995).

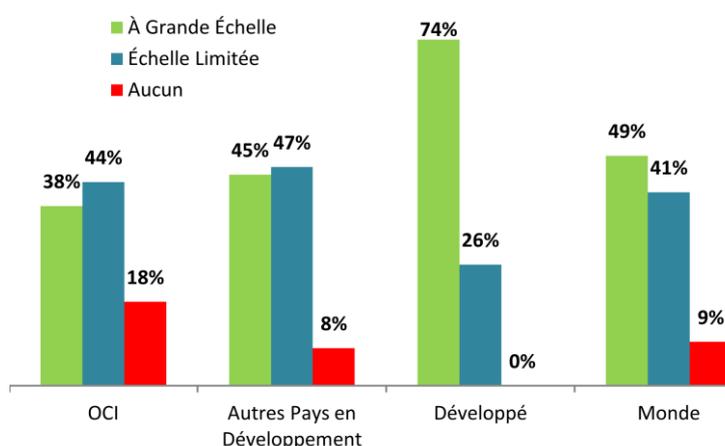
Des politiques ciblées, des législations et des plans pour atteindre les jeunes sont nécessaires pour répondre à la santé mentale des jeunes dans les pays de l'OCI. Des ressources suffisantes devraient être allouées de manière efficace pour améliorer les structures de santé mentale, les capacités humaines et les services de santé mentale.

6 Observations Finales et Recommandations Politiques

D'après les projections démographiques actuelles, la population des jeunes restera un atout majeur pour les pays de l'OCI au cours des prochaines décennies. Cependant, il y a des questions cruciales à régler afin d'utiliser efficacement cette ressource. Améliorer la qualité de l'éducation, la participation des jeunes et des jeunes adultes à la force de travail et la réduction du chômage des jeunes ont été parmi les principaux points de discussion de ce rapport. L'état actuel de la situation dans la majorité des pays de l'OCI révèle qu'une partie importante de la population jeune reste inactive et ceux qui cherchent activement un emploi rencontrent de sérieux défis sur le marché. Par conséquent, une plus grande attention devrait être accordée aux jeunes par la promotion de leur participation dans le marché du travail, fournissant des compétences nécessaires et facilitant la création d'emplois adaptés.

La qualité de l'éducation reste également une préoccupation majeure dans de nombreux pays de l'OCI. Pour un développement efficace du capital humain qui peut conduire à une plus grande productivité et de meilleurs niveaux de compétitivité, la fréquentation ainsi que la qualité de l'éducation à tous les niveaux (pré-primaire, primaire, secondaire et tertiaire) et tous les types (professionnelle, formelle, et du soir) devraient être soutenus par des programmes et des politiques efficaces. Des faibles taux d'alphabétisation et niveaux de résultats scientifiques reflètent les dimensions de crise d'apprentissage dans les pays de l'OCI. Des stratégies nouvelles et efficaces devraient être

Graphique 30: L'étendue des services de santé mentale pour les victimes de violence



Source: Calcul de personnel de SESRIC basé sur l'OMS, 2011. Données disponibles pour un total de 128 pays, dont 39 États membres de l'OCI

conçues pour améliorer les résultats d'apprentissage en plus d'améliorer la participation à l'éducation. Des ressources éducatives et des conditions d'enseignement devraient également être mise à niveau pour traduire une participation plus élevée pour de meilleurs résultats d'apprentissage.

Seulement ceux qui réussissent dans leur éducation et dans le marché du travail peuvent faire l'expérience d'une mobilité ascendante de leur statut social. Les faits montrent que l'éducation elle-même ne conduit pas nécessairement à la mobilité sociale. En plus d'une éducation de bonne qualité, les gens devraient être en mesure d'accéder à des emplois professionnels avec des salaires concurrentiels indépendamment de leur origine parentale et personne ne devrait les empêcher de réaliser leur potentiel à cause des circonstances de leur naissance. Avec des efforts collectifs des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des ONG et des établissements d'enseignement, les obstacles à la mobilité sociale peuvent être levés pour des sociétés plus prospères.

Globalement, il semble que beaucoup plus d'efforts sont nécessaires d'être entrepris par les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes pour lutter efficacement contre les principaux défis de la jeunesse et des questions liées à la jeunesse dans les pays membres de l'OCI. Dans ce contexte et à la lumière de la discussion dans ce présent rapport, les principales recommandations suivantes peuvent être faites:

- Concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des politiques en vue de réduire l'inadéquation entre l'offre de compétences et les qualifications par la main-d'œuvre et de la demande par les employeurs via le développement de programmes d'études qui correspond à l'attente du marché du travail et pris en charge par des programmes adéquats de formation professionnelle, d'apprentissage et de formation en entrepreneuriat.
- Améliorer et bien utiliser les compétences à travers des jeunes diplômés bien formés, entre autres, encourager et soutenir le rôle du secteur privé dans la création d'emplois qui correspond aux compétences des jeunes diplômés selon les normes nationales et internationales.
- Développer des partenariats forts et bien coordonnés entre les gouvernements, les organisations professionnelles, établissements d'enseignement et d'autres organisations pour déterminer l'action la plus appropriée à prendre aux niveaux national et local pour la promotion de travail décent pour les jeunes.
- Encourager et soutenir les entreprises en démarrage et les prises de risque comportementaux des jeunes diplômés et améliorer la qualité des services publics de l'emploi pour une intervention et une intermédiation efficace.
- Développer l'information sur le marché du travail et des systèmes d'analyse pour surveiller les marchés du travail et ses conceptions et l'exécution de politiques efficaces, telles que la mise en place de subventions salariales et de formation pour inciter les employeurs à embaucher les jeunes.
- Améliorer les conditions structurelles de la mobilité sociale entre les générations en: assurant l'accès à l'égalité des chances pour tous, soutenir les personnes défavorisées à réussir compte tenu de l'expérience diversifiée des étudiants dans leurs efforts pour obtenir une éducation de bonne qualité et être flexible en donnant une seconde chance à ceux qui ne parviennent pas à s'adapter à l'environnement de travail.
- Adapter une approche multidimensionnelle pour accroître l'inclusion des jeunes dans la société. Sur le front économique: améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, l'éducation et la

formation. En particulier; les jeunes sans diplômes universitaires et qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation devraient avoir accès à des programmes adaptés à leurs besoins et aux besoins du marché du travail. Sur le plan politique: introduire de nouvelles politiques et initiatives visant à permettre une plus grande participation de la jeunesse dans les décisions politiques et socio-économique et rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions publiques.

- Exécuter pleinement les mesures du MPOWER pour lutter contre l'utilisation des produits du tabac par la population générale dans son ensemble et par les jeunes en particulier.
- Prendre les mesures nécessaires pour réduire l'offre et la demande de drogues et promouvoir la collaboration entre les institutions publiques, les ONG et la société dans sa lutte contre la drogue.
- Développer une structure bien définie pour l'adoption de la technologie par les jeunes qui se reflète dans des habitudes saines vis-à-vis de la technologie.
- Identifier les jeunes qui ont été abandonnés par leurs parents migrants comme « groupe vulnérable et à risque » et développer des programmes qui leur sont destinés à la fois au niveau de l'école et de la communauté dans le but de leur fournir des conseils et assurer leur réussite scolaire.
- Élaborer des politiques ciblées, des législations et des plans pour atteindre les jeunes qui souffrent de maladie mentale et allouer des ressources pour améliorer les structures de santé mentale, les capacités humaines et les services de santé mentale.

Toutes ces questions nécessitent un fort engagement et collaboration de la part des pays membres de l'OCI et du Secrétariat Général. Comme l'organe exécutif de l'OCI en charge de l'exécution des résolutions émises organisent les conférences ministérielles et sommets, le Secrétariat général de l'OCI a mené plusieurs activités, y compris le maintien et la participation à un large éventail de réunions, de conférences ministérielles et des réunions d'experts spécialisés dans le domaine des jeunes et des activités pour jeune dans plus d'un État Membre. À cet égard, le Secrétariat Général a mis en place une section au sein de la Direction Générale de la Culture, des Affaires Sociales et de la Famille, chargé des questions de la jeunesse de tous les aspects: culturels, sociaux, politiques, économiques, et ainsi de suite.

En vue de répondre aux questions de la jeunesse dans les États Membres de l'OCI et dans le but d'accorder un accent particulier à la jeunesse pour le renforcement de leurs capacités, deux conférences islamiques de la jeunesse et des sports ont été organisées, la première à Djeddah (Arabie Saoudite) du 1^{er} au 2 Mai 2007 et le deuxième, également à Djeddah, du 17 au 18 Mars 2014. La troisième session de la Conférence a été décidé qu'il se tiendra en Turquie en 2016 et la rencontre a prévu d'adapter la stratégie de l'OCI pour le renforcement des capacités de la jeunesse 2016-2025. Avec le document de stratégie, il est prévu que plus d'actions concrètes seront prises au cours de la période à venir pour faire face aux problèmes de la jeunesse dans les pays de l'OCI

Références

- Attanayake, V., R. McKay, M. Joffres, S. Singh, F. Burkle and E. Mills, E. (2009). *Prevalence of mental disorders among children exposed to war: a systematic review of 7,920 children*. *Medicine, Conflict and Survival*, vol. 25, No. 1, pp. 4–19. doi: 10.1080/13623690802568913.
- Barenbaum, J., V. Ruchkin and M. Schwab-Stone (2004). *The psychosocial aspects of children exposed to war: practice and policy initiatives*. *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, vol. 45, No. 1, pp. 41–62. doi: 10.1046/j.0021- 9630.2003.00304.x.
- Bellamy, C. (2005). *The State of the World's Children 2005: Childhood under Threat*. New York: United Nations Children's Fund.
- Binzel C. (2011), "Decline in Social Mobility: Unfulfilled Aspirations among Egypt's Educated Youth," Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Paper No. 6139, November.
- Brookings Institution (2011), *The Global Compact on Learning: Policy Guide*. Washington, D.C.: The Center for Universal Education.
- Byun S. et al. (2008). "Internet addiction: Metasynthesis of 1996-2006 quantitative research." *Cyber-Psychology & Behavior*, 12. Mary Ann Liebert, Inc.
- Centers for Disease Control and Prevention (1994), "Preventing Tobacco Use Among Young People"—A Report of the Surgeon General
- Commander S., Kangasniemi M., & Winters L. (2004). The brain drain: a review of theory and facts. *Brussels Economic Review*, 47(1), 29-44
- Crabtree, Steve. 2010. *Religiosity Highest in World's Poorest Nations*. Gallup Global Reports, August 31. <http://www.gallup.com/poll/142727/religiosity-highest-world-poorest-nations.aspx>
- Docquier F., & Rapoport H. (2012). Globalization, brain drain and development. *Journal of Economic Literature*, 50, 681-730.
- Donahue, M. J. and Benson, P. L. (1995), *Religion and the Well-Being of Adolescents*. *Journal of Social Issues*, 51, pp 145–160
- Dyregrov, A. and W. Yule (2006). *A Review of PTSD in Children*. *Child and Adolescent Mental Health*, vol. 11, No. 4, pp. 176–184. doi:10.1111/j.1475-3588.2005.00384.x.
- Fawzui MM (2011), "Some medicolegal aspects concerning tramadol abuse: The new Middle East youth plague. An Egyptian overview." *Egypt Journal of Forensic Science*, 1(2):99-102
- Feinstein L. (2003), "Inequality in the Early Cognitive Development of British Children in the 1970 Cohort," *Economica* 70 (277) 73–97.
- Fisher, J. R. W. and Cabral de Mello, M. (2011). *Using the World Health Organization's 4S-Framework to strengthen national strategies, policies and services to address mental health problems in adolescents in resource-constrained settings*. *International Journal of Mental Health Systems*, vol. 5, No. 23
- Gibson J., & McKenzie D. (2011). Eight questions on the brain drain. *Journal of Economic Perspectives*, 25, 107-128.

- Glaser, B., G. Calhoun, C. Bradshaw, J. Bates, and R. Socherman (2001). *Multi-observer assessment of problem behavior in adjudicated youths: Patterns of discrepancies*. *Journal of Child and Family Behavior Therapy*, vol. 23, No. 2, pp. 33-45.
- Hashem M. & Smith S. (2010), "Emirati youth's level of addiction to New Information Technology: Opportunities, challenges/dangers, and solutions." *Global Media Journal Arabian Edition Summer/Fall* Vol. 1, No. 2, pp. 28-48.
- ILO (2006), *Global Employment Trends for Youth*, Geneva: International Labour Office.
- ILO (2014), *Global Employment Trends 2014: Risk of a jobless recovery?*, Geneva: International Labour Office.
- Kessler, R., P. Berglund, O. Demler, R. Jin and E. E. Walters (2005). *Lifetime prevalence and age-of-onset distributions of DSM-IV disorders in the National Comorbidity Survey Replication*. *Archive of General Psychiatry*, vol. 62, pp. 593-602.
- OECD (2011), *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, Paris: Organization for Economic Cooperation and Development
- Patel, V., A., J. Flisher, S. Hetrick and P. McGorry (2007). *Mental health of young people: A global public-health challenge*. *The Lancet*, vol. 369, pp. 1302-1313.
- SESRIC (2013a), *OIC Health Report*, Ankara: Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. <http://sesric.org/imgs/news/image/943-oic-health-report-en.pdf>
- SESRIC (2013b), "International Migration in the OIC Member Countries," *OIC Outlook Reports*, Ankara. <http://sesric.org/files/article/465.pdf>
- SESRIC (2014a), "The Plight of Human Capital Flight in OIC Countries," *OIC Outlook Reports*, Ankara. <http://sesric.org/files/article/491.pdf>
- SESRIC (2014b), *Managing Disaster and Conflicts in OIC Countries*, Ankara: Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. <http://sesric.org/files/article/486.pdf>
- UK Government (2011), "Opening Doors, Breaking Barriers: A Strategy for Social Mobility," Cabinet Office, London.
- UN (2013), "World Youth Report," New York, USA
- Walters T., Quinn R., & Walters M. (2005), "Media life among Gen Zeds." *International Journal of Cultural Studies*, 8 (1): 63-82. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- WHO (2010), "Atlas on Drug Use: Resources for the prevention and treatment of substance use disorders," Geneva, Switzerland
- Young Kimberly & de Abreu Cristiano (2010), "Internet Addiction: A Handbook and Guide to Evaluation and Treatment," John Wiley & Sons, New Jersey



SESRIC

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Turquie

Tel: +90-312-468 6172 (4 Lignes) Fax: +90-312-467 3458

E-mail: oicankara@sesric.org Web: www.sesric.org
